

REGION DE L'EST

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

DEPARTEMENT DU HAUT-NYONG

Paix – Travail - Patrie

COMMUNE DE DOUME

SECRETARIAT GENERAL

PLAN COMMUNAL DE DÉVELOPPEMENT DE DOUMÉ



Réalisé avec l'appui technique de FONDATION SAF (Save AfricanFamily), B.P. :
2823 Yaoundé – Messa, Tel. : (00237) 96 78 22 09 / 77 30 97 96
E-mail : fondationsaf@yahoo.fr

Décembre 2011

SOMMAIRE

Sommaire	P 2
Résumé du PCD	P 3
Liste des abréviations	P 6
Liste des tableaux	P 7
Liste des photos	P 8
Liste des cartes	P 9
Liste des figures	P10
Liste des annexes	P11
1. INTRODUCTION	P 12
1.1. Contexte et justification	P 12
1.2. Objectifs du PCD	P 13
1.3. Structure du document	P 13
2. METHODOLOGIE	P 14
2.1. Préparation de l'ensemble du processus	P 14
2.2. Collecte des informations et traitement	P 16
2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie	P 18
2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation	P 18
2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif	P 19
3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	P 20
3.1. Localisation de la commune	P 20
3.2. Milieu biophysique	P 21
3.3. Milieu humain	P 25
3.4. Principales infrastructures par secteur	P 28
3.5. Principales potentialités et ressources de la commune	P 30
3.6. Synthèse des résultats du diagnostic	P 32
3.6.1. Synthèse du DIC	P 32
3.6.2. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	P 35
4. PLANIFICATION STRATEGIQUE	P 43
4.1. Vision et objectifs du PCD	P 43
4.2. Cadre logique par secteur	P 43
4.3. Coût estimatif du PCD	P 75
4.4. Esquisse du plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal	P 76
5. PROGRAMMATION	P 77
5.1. Cadre de dépenses à moyen terme des projets prioritaires	P 77
5.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT	P 83

5.2.1. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels	P 83
5.2.2. Mesures d'atténuation ou d'optimisation possibles	P 86
5.2.3. Plan sommaire de gestion de l'environnement	P 89
5.3. Plan d'investissement annuel (PIA)	P 91
5.3.1. Ressources mobilisables et échéances	P 92
5.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires	P 95
5.3.3. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables	P 98
5.4. Plan de passation des marchés du PIA	P 99
6. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION	P 100
6.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD	P 100
6.2. Indicateurs de suivi-évaluation	P 102
6.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting	P 105
6.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD	P 106
6.5. Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD	P 107
CONCLUSION	P 109
BIBLIOGRAPHIE	P 110
Annexes	P 111

DRAFT

• RESUME DU PCD

L'atteinte des objectifs du millénaire pour le Développement (OMD) et la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) ne seront effectives que si les appareils en charge de l'exécution sont dotés d'arguments solides collectés auprès des populations respectives. C'est ainsi que la présente action s'inscrit en droite ligne dans la logique du développement régional et local, impulsé par l'Etat du Cameroun. Cette lourde tâche de mise en œuvre incombe au MINEPAT à travers le Programme National de Développement Participatif (PNDP).

Le présent Plan Communal de Développement est celui de la commune de DOUME, chef lieu de l'arrondissement de DOUME dans le département du Haut-Nyong, situé dans la Région de l'Est. Il s'agit pour l'Organisme d'Appui Local (OAL) **Fondation Save AfricanFamily (Fondation SAF)**, adjudicataire du marché, sous la supervision du PNDP, de réaliser le Plan Communal de Développement de la commune de DOUME. Le processus de planification a débuté le 27 juillet 2011 avec l'atelier de lancement tenu dans l'enceinte du cercle municipal de Doumé ; puis par les ateliers de diagnostic qui ont été menés dans les 28 secteurs. Trois équipes aux compétences pluridisciplinaires ont séjourné dans les 24 villages de la Commune. L'objectif de ces descentes sur le terrain était d'accompagner les populations dans la définition des orientations du développement communal devant servir de référence à toutes les actions à mener. L'approche méthodologique utilisée s'articule en 7 étapes qui sont : la étape de préparation, le diagnostic participatif, la planification proprement dite, la mobilisation des ressources, la budgétisation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation.

Le diagnostic participatif révèle que la Commune entre autres une pauvreté en termes d'infrastructures sociales et économiques, un faible développement de l'économie locale malgré les atouts et potentialités dont regorge la commune. Il ressort également que la commune connaît de nombreux problèmes dont les plus urgents sont les suivants : la difficulté d'accès à une éducation de qualité, l'insuffisance de la couverture du réseau électrique, la difficulté d'accès à l'eau potable, la difficulté d'accès aux soins de santé de qualité, difficulté d'accès aux infrastructures sportives, la difficulté de développer une économie locale porteuse, la mauvaise utilisation des terres et des ressources, faibles revenus propres de la commune.

L'analyse de ces problèmes a permis d'identifier les causes pertinentes et les axes stratégiques sur lesquels la Commune veut et peut agir à court, à moyen et à long terme. Les activités de planification qui ont suivi ont permis à la Commune d'élaborer un PCD qui prévoit un certain nombre d'action dans les 28 secteurs et dont plusieurs sont liées à

l'amélioration de l'accès aux infrastructures de développement de base et à l'amélioration du fonctionnement de l'institution communale. Le développement de l'économie locale et la création d'emplois sont autant d'axes identifiés pour atteindre les objectifs de développement escomptés. Au rang de tous ces projets, quelques activités des actions figurent dans le plan d'investissement annuel pour un montant total de **665 915 000 (six cent soixante cinq millions neuf cent quinze mille)FCFA** et un cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) de trois ans pour un montant de **1 187 015 000 (un milliard cent quatre vingt sept millions quinze mille) FCFA**. A l'issue du processus et après concertations élargies, un Comité Communal de Suivi-Evaluation de la mise en œuvre du PCD a été mis en place pour assurer le pilotage du PCD. Ce comité comprend 06 membres dont les rôles ont été bien déterminés.

DRAPPEL

• **LISTE DES ABREVIATIONS**

A1	Premier Adjoint au Maire
A2	Deuxième Adjoint au Maire
ACD	Agent Communal de Développement
AF	Agent Financier
FONDATION SAF	FONDATION Save AfricanFamily
AES SONEL	American Energy Society – Société Nationale d'Electricité du Cameroun
CA	Compte Administratif
CAC	Centimes Additionnels Communaux
CAMTEL	Cameroun Télécommunication
CDV	Comité de développement villageois
CEFAM	Centre de Formation de L'Administration Municipale
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CRTV	Cameroon Radio and Television
CSI	Centre de Santé Intégré
CVUC	Communes et Villes Unies du Cameroun
EPE	Etude du Potentiel Economique
FEICOM	Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale
FFOM	Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces
FMO	Forces de Maintien de l'Ordre
GIC	Groupe d'Initiative Commune
ISS	Interview semi structuré
MARPP	Méthode Accélérée de Recherche et de Planification Participative
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, de la pêche et des Industries Animales
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OTVP	Occupation temporaire de la voie Publique
PCD	Plan Communal de Développement
PNDP	Programme National de Développement Participatif
RDPC	Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
RFA	Redevance Forestière Annuelle
RM	Receveur Municipal

- **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 : constitution des équipes de planification	P 14
Tableau 2 : quelques données sur la commune	P 20
Tableau 3 : principales infrastructures par secteur	P 28
Tableau 4 : synthèse du DIC	P 32
Tableau 5 : Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	P 35
Tableau 6 : Coût estimatif du PCD	P 75
Tableau 7 : Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) de trois ans	P 77
Tableau 8 : Impacts socio-environnementaux possibles	P 83
Tableau 9 : Mesures d'atténuation ou d'optimisation possibles	P 86
Tableau 10 : Plan somamairedes gestion environnementale	P 89
Tableau 11 : Plan d'Investissement Annuel (PIA) 2012	P 91
Tableau 12 : Programmation annuelle des Micro-projets relevant du PIA	P 95
Tableau 13 : Plan de Passation et d'Exécution des Marchés	P 99

DRAFT

- **LISTE DES PHOTOS**

Photo1 : Bâtiment abritant les services de la commune de DOUME..... P.1
Photo 2 : Un outil de planification : l'ISS..... P. 17
Photos 3, 4, 5 : La Cathédrale de Doumé, la Mosquée de Doumé et la Mission du Plein
Evangile P. 27

DRAFET

- **LISTE DES CARTES**

Cartes 1 et 2 : Cartes de localisation de la commune	P 20
Cartes 3, 4, 5 et 6 : Cartes thématiques (carte sanitaire, carte scolaire, carte hydraulique, carte des populations et des types de paysage)	P 31
Carte 7 : Utilisation des terres de l'espace communal	P 78

DRAFT

- **LISTE DES FIGURES**

Figure 1 : Graphique de représentation de la pyramide des âges P.26
Figure 2 : Graphique de représentation de la parité hommes/femmes P. 26

DRAFT

- **LISTE DES ANNEXES**

Annexe 1 : Rapport consolidé du diagnostic participatif de la commune de Doumé

Annexe 2 : Fiches de microprojets P 110

DRAFT

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

Les étapes successives de développement qui ont structuré les logiques de croissance économique au Cameroun, ont abouti à l'adoption de la vision de développement consignée dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) et la vision de développement à l'horizon 2035. Le DSCE en effet est le cadre de référence de la politique et de l'action Gouvernementale ainsi que le lieu de convergence de la coopération avec les partenaires techniques et financiers en matière de développement. Il constitue ainsi le vecteur de la recherche de la croissance et de la redistribution de fruits jusqu'aux couches les plus vulnérables de la population avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes. Et pour ce qui est de la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté, le gouvernement camerounais avec l'appui des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux ont mis sur pied un important programme décentralisé participatif.

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) s'inscrit dans la stratégie intégrée de développement rural et compte développer une synergie fonctionnelle de partenariats entre les communautés à la base, l'Etat, la société civile, les ONG et les bailleurs de fonds. Il vise ainsi à promouvoir un développement équitable, efficace et durable au sein des populations rurales et des communes. Ces dispositions de mise en œuvre ont été renforcées par le gouvernement Camerounais à travers les lois n° 2004/017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la décentralisation au Cameroun et n° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles de la décentralisation applicables aux communes, textes dans lesquelles la commune est l'unité de base à partir de laquelle se développe la décentralisation. C'est à ce titre que les principaux bénéficiaires du PNDP sont les collectivités territoriales décentralisées.

Le PNDP a signé une convention avec la Commune de DOUME en vue d'apporter un appui financier à ladite Commune, pour l'élaboration de son plan communal et la réalisation d'autres activités complémentaires telles que des études de faisabilité et la rédaction des requêtes pour les microprojets. L'Organisme d'Appui Local (OAL) FONDATION SAF a été sélectionné pour réaliser le Plan Communal de Développement de la commune de DOUME.

Le processus a été lancé en juillet, notamment le 27 du mois. Cette séance de lancement a connu une participation massive des différentes parties prenantes notamment l'autorité administrative locale en la personne de l'adjoint au Sous-préfet de l'arrondissement,

l'exécutif communal, les autorités traditionnelles, l'équipe complète de l'OAL et le représentant de la CRC PNDP-Est.

1.2. Objectifs du PCD

L'objectif global du PCD est de Permettre à la commune de DOUME d'avoir une vision de développement durable élaborée à l'issued'une approche participative. Comme objectifs spécifiques, nous avons :

- Réaliser la monographie de la Commune;
- Mener le diagnostic participatif (DIC, diagnostic de l'espace urbain, diagnostic niveau village);
- Elaborer une planification stratégique ;
- Présenter les ressources mobilisables par la commune ;
- programmer les investissements;
- élaborer le cadre de socio environnemental sommaire des investissements du CDMT
- élaborer une stratégie de mobilisation des ressources ;
- mettre en place un dispositif de suivi évaluation de la mise en œuvre du PCD

1.3. Structure du document

Le présent Plan Communal de Développement est composé de six grandes parties qui sont :

- ✓ la présentation de la méthodologie ;
- ✓ la présentation sommaire de la commune ;
- ✓ la synthèse des résultats du diagnostic participatif ;
- ✓ la Planification Stratégique ;
- ✓ la Programmation ;
- ✓ Le Mécanisme de mise en œuvre et de suivi évaluation.

2. METHODOLOGIE

La méthodologie utilisée dans le cadre de ce plan est celle qui est contenue dans le Guide méthodologique de planification régionale et locale (1^{ère} édition octobre 2009) dont les étapes sont : la préparation du processus de planification, diagnostic participatif, la Planification, la mobilisation des ressources, la programmation, la mise en œuvre, le suivi évaluation du PCD.

2.1. Préparation de l'ensemble du processus

La préparation du processus d'exécution de l'accompagnement des populations de la commune de DOUME en vue d'élaborer le PCD s'est faite à deux niveaux : au niveau de l'OAL Fondation SAF (préparation interne) et au niveau de la commune (préparation externe).

2.1.1. Préparation à l'interne

Au niveau interne la préparation de la structure du processus s'est faite en cinq étapes :

- **La sélection des planificateurs :**

Fondation SAF a procédé à l'appel des planificateurs qui étaient inscrit dans l'offre techniques. Pendant cette phase l'OAL a pris le soin de remplacer les planificateurs indisponibles par des nouveaux qui avaient au moins le profil égal à ceux qui ont été remplacés. Une correspondance justifiant cette substitution du personnel a été adressée à Madame le Coordonnateur de la CRC PNDP-Est à cet effet le 19 juillet 2011.

Tableau 1: Constitution des équipes des planificateurs

EQUIPES	CONSTITUTION	VILLAGES
Superviseur général	BELA Léopold	
Point Focal	ESSIMI BILOA Alain Christian	
Equipe 1	ENDEME TSAMENYE Zacharie Erick (Chef) ; FOUDA EFFA Yohan Pierre ; EBASSA EKODO Diane Larissa ; MADIESSE KAMDEM Nathalie Fride	Goumbegeron, Kempong, Loumbou, Kobila, Sibita, Paki, Mendim, Bayong
Equipe 2	FODJOU Judith (Chef) ; BINA Cyrille ; ONDOA MBASSEGUE Guy Armand ; DJUIKOUO Hermine Christelle	Bigotsia, Oulemendaba, Mbama, Boumpial, Bent, Djaglassi, Bonando
Equipe 3	EWODO Jean Marie (Chef) ; EBODE NKOA Christian Noël ; DIBONGUE Estelle Gèneviève ; BENG Eléonie Majoie Victoire	Nkoum, Motcheboum Djamonome, Djende II, Grand bago, Manpang, Ouama, Ambaka

- **La préparation pédagogique et le renforcement des capacités des planificateurs**

Cette étape était consacrée à la restitution des travaux de l'atelier régional de formation des OAL tenu à Bertoua. Elle s'est tenue du 21 au 23 juillet 2011 au Lycée de Doumé en présence de certains membres du COPIL et des planificateurs au grand complet. Au cours de ce deuxième atelier, les planificateurs ont été informés des changements introduits dans le programme PNDP2 tant sur le plan méthodologique que sur le contenu des outils du diagnostic, de planification, de programmation et de suivi-évaluation.

2.1.2. Préparation dans la commune

➤ **Préparation administrative**

Dans le strict respect des normes et procédures, la méthodologie adoptée dans ce travail est celle définie dans le « Manuel du praticien des appuis au processus d'élaboration des PDL et PCD » et révisé par la CRC-Est lors de l'atelier de formation des OAL. Ainsi, Cette étape ayant précédé la descente de l'équipe pluridisciplinaire sur le terrain a consisté à :

- L'information des autorités administratives et traditionnelles sur les objectifs visés par les différentes planifications (niveau village, DIC, DEUC) ;
- L'élaboration d'un calendrier consensuel du déroulement du processus de planification participative dans la localité qui sera restitué à l'atelier de lancement ;
- La signature du cahier de charge avec le PNDP ;

Ainsi, l'objectif principal a été de préparer et de valider un calendrier consensuel de couverture avec le Maire et les autorités traditionnelles des villages de la commune de DOUME. De cet objectif, il s'est dégagé de façon spécifique la revue des villages, la consolidation du plan de couverture des villages avec un traçage des itinéraires, la préparation des rencontres avec les Chefs Traditionnels, des notes d'information et des lettres d'invitation, et l'identification de la date de lancement officiel.

➤ **Préparation au niveau de la commune proprement dite**

Cette étape s'est déroulée au cours du mois de juillet ; étape pendant laquelle l'OAL Fondation SAF à été présentée à l'Exécutif municipal de même que le contrat et le cahier des charges puis le calendrier de travail. Après cette phase s'en est suivie celle du déploiement dans les villages concernés. Dans chaque village, le chef de 3^{ème} degré, les forces vives et les leaders locaux ont été rencontrés. Ils ont été informés sur les objectifs du PNDP et sensibilisés sur l'approche de travail dans les villages. Des échanges et quelques discussions ont été abordés afin de dissiper les zones d'ombre pour une implication totale

des populations. Les attentes de l'équipe en vue de la réussite de la mobilisation des populations ont été exprimées et également discutées ; ce qui a permis d'adopter des bonnes stratégies. Les lieux de rencontres ont été ciblés, généralement arrêté au niveau des chefferies.

Les notes d'information et les invitations leur ont été remises. En plus, l'équipe de planificateurs avec le soutien du Maire, a expliqué à ces différents Chefs le bien-fondé des objectifs du PNDP. Tout en insistant sur l'importance de sensibilisation et d'information des populations. Les autorités traditionnelles ont rassuré l'équipe de planificateurs de leur totale implication et réitéré lors de l'atelier de lancement à travers des discours riches en enseignement prononcés par le maire et le représentant du sous-préfet de Doumé.

Pendant cette période, les équipes de préparation ont procédé à la collecte des informations de base sur l'unité de planification, par la visite et l'exploitation des documents auprès des services techniques de la localité auprès des sectoriels et des unités administratives représentées dans la localité. Un comité de pilotage a été mis sur pied pour le suivi effectif des travaux en vue de les valider.

Les facilitateurs endogènes ont été identifiés dans les villages et également formés sur la démarche et les outils de la planification locale participative.

2.2. Collecte des informations et traitement

2.2.1. Diagnostic participatif

La première phase a consisté à collecter les données secondaires au niveau des sectoriels et au niveau de la mairie. Le diagnostic a permis de connaître la situation des villages et de l'espace urbain et de l'institution communale en passant par l'identification des problèmes prioritaires, atouts et potentialités de la population, et enfin à la recherche des solutions. Pour ce faire, les outils ont été déroulés soit en groupes mixtes, soit en groupes socioprofessionnels. Il était aussi question de faire la mise en commun en plénière (restitution) des informations recueillies et d'harmonisation les points de vue (triangulation).

Le diagnostic niveau village est passé par : la préparation du village, l'identification des problèmes et des potentialités par secteur (28 secteurs), l'analyse de ces problèmes (arbre à problèmes, matrice...), la recherche des solutions (tableau des solutions), la planification des solutions endogènes et la mise en place des comités de concertation (un par village)

Pour faciliter le déroulement du travail et encourager la participation de toutes les couches sociales du village, les planificateurs ont procédé après présentation et explication

des outils en plénière, à la division du village en groupes de travail mixtes ou socioprofessionnel.

Ces groupes étaient guidés dans le déroulement du diagnostic participatif ou dans la réflexion par un planificateur. Les membres du village choisissaient librement les ateliers dans lesquels ils aimeraient travailler suivant les outils ou les thèmes traités. Dans le cas contraire, une subdivision en groupe de nombre paire ou impaire était effectuée après décompte. Un membre du groupe dans un atelier était choisi par ses pairs pour être secrétaire et était également chargé de restituer le travail du groupe à toute l'assemblée pour amendement et validation. La restitution en plénière était faite en langue locale par les facilitateurs endogènes.

Pour ce qui est de l'atelier de PCD, il faut souligner la préparation des cadres logiques par l'équipe de Fondation SAF, puis la validation de ces cadres logiques par les sectoriels. Pendant l'atelier, les cadres logiques ont d'avantage été renseignés et enrichis par les sectoriels et l'ensemble du conseil communal réuni.



Photo 2 : Exemple d'un outil : l'ISS par secteur (présenté lors de l'atelier de lancement le 28 juillet 2011 au Cercle municipal de Doumé)

2.2.2. Planification proprement dite

Il a été question de planifier sur trois ans les activités liées aux problèmes prioritaires identifiés en fonction des solutions endogènes et sur un an ensuite.

Cette activité s'est déroulée en plénière et les outils utilisés étaient les tableaux de planification stratégique et opérationnelle.

2.2.3. Restitution des résultats des différents diagnostics

Après les travaux de groupes, une restitution en plénière villageoise permettait de compléter ou d'amender le travail des groupes. La restitution des travaux était faite par les

rapporteurs membres du village et dans le cas échéant par un planificateur de Fondation SAF en langue locale quand le besoins s'imposait. A l'issue des plénières, les travaux étaient adoptés par l'ensemble des intervenants. Le déploiement de ces différents outils en utilisant les deux méthodes susmentionnées a permis de dégager de dégager les résultats du présent rapport.

2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

Cette phase s'est faite par l'équipe permanente de l'OAL mise sur pied pour la circonstance. Les données de l'ensemble du processus ayant été ramenées au niveau du siège, l'équipe a procédé à la vérification, et à la triangulation avec une petite enquête sur un échantillon préalablement défini. Ainsi, les résultats obtenus à l'issu des trois diagnostics (niveau village, espace urbain, de l'institution communal), ont été restitués au cours d'un atelier le 14 octobre 2011 où ont pris part les membres du Comité de Pilotage. Au cours de cet atelier, les données des trois diagnostics ont été présentées et consolidées dans des cadres logiques, chacun représentant un secteur d'activité conformément aux exigences méthodologiques. Ce document de consolidation des données des diagnostics a été validé par l'ensemble des participants à l'atelier, déclenchant ainsi la suite du processus consacrée à la tenue de l'atelier d'élaboration du PCD.

2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

L'atelier d'élaboration du PCDs'est tenu à la suite de l'atelier de validation des résultats des différents diagnostics. Cet atelier s'est déroulé sur une période de trois jours a eu sept principales articulations :

1. L'étape de la présentation et de la validation de la vision de la commune à l'horizon 2035 ;
2. L'étape de la vérification, de l'enrichissement et de la validation des différents cadres logiques par les sectoriels;
3. L'étape de la budgétisation et de planification des cadres logiques en atelier ;
4. L'étape de la sélection des actions prioritaires à planifier et à programmer ;
5. L'étape de l'identification et de la présentation des ressources effectivement mobilisables ;
6. L'étape d'élaboration du Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) pour la période de trois ans et du Plan d'Investissement Annuel (PIA) pour la première année ;
7. L'étape de la mise en place du Comité de Suivi de la mise en œuvre des actions retenues dans le PCD.

2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

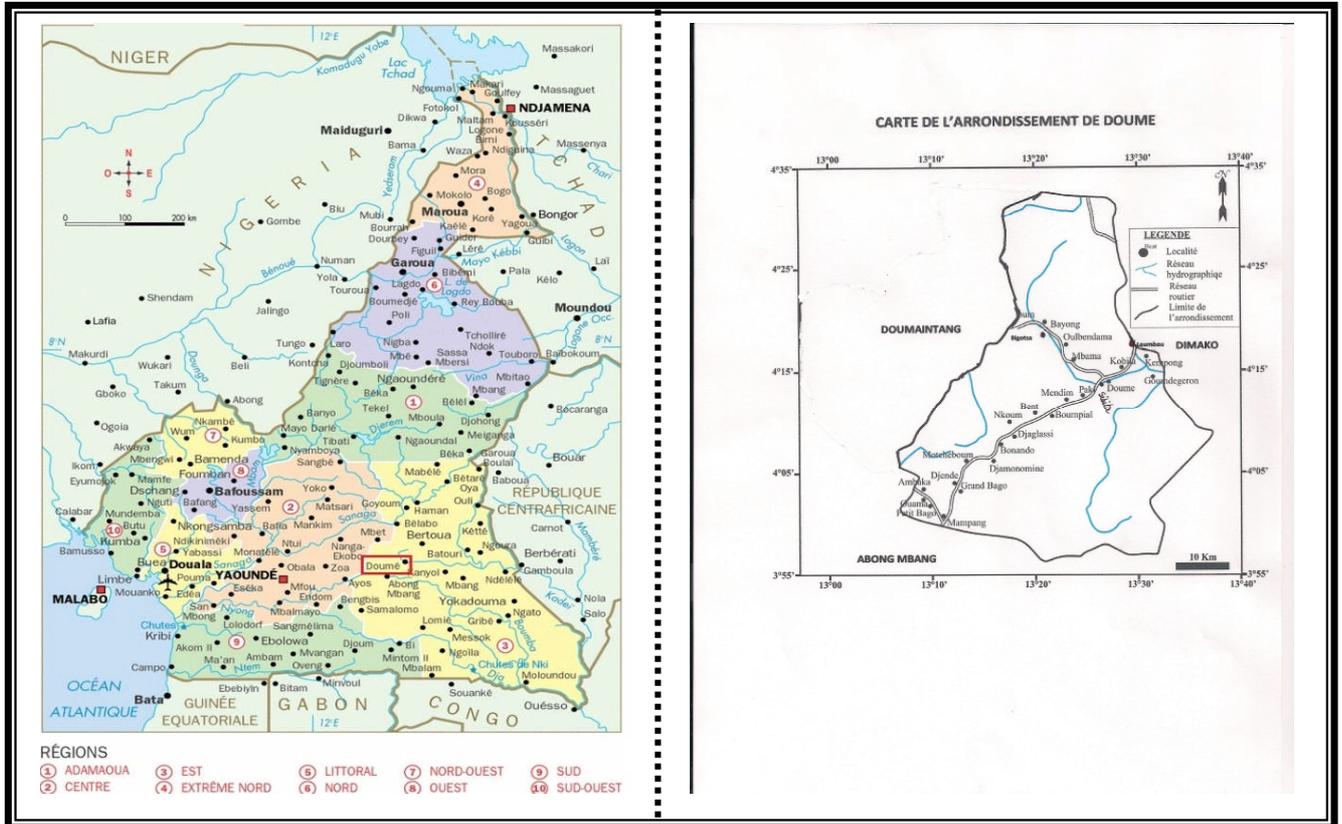
Afin d'assurer la mise en œuvre effective du PCD, un certain nombre de préalables a été arrêté pour dissiper les zones d'ombre qui animaient les uns et les autres sur leurs rôles d'acteurs de suivi-évaluation. Outre l'identification des institutions villageoises et celles intervenant dans le village qui ont permis d'apprécier les relations entre ces différentes institutions de manière à voir quels peuvent être leurs impacts sur le développement du village, des explications ont été données par l'équipe pluridisciplinaire sur le rôle du Comité de Concertation (CC), du Comité de Pilotage (COPIL) et le Comité de suivi (CS) du PCD et le Conseil Municipal élargi aux Sectoriels (COMES), le profil et les exigences de chaque responsable à chaque poste. La rédaction du rapport s'est faite selon une procédure mise sur pied par l'équipe pluridisciplinaire. Il s'agit en clair d'une technique de rapportage progressif au fur et à mesure de l'avancement des travaux en utilisant le canevas de rapport obtenu auprès de la CRC-Est.

DRAFT

3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1. Localisation de la commune

Cartes 1 et 2 : Cartes de localisation de la commune



Nom de la commune	Doumé
Date de création	arrêté n° 230 du 07 juin 1955
Adresse	B.P. : 02 Doumé
Localisation géographique	Département du Haut Nyong, région de l'Est
Superficie	2.500 km ²
Population	39.000 habitants
Limites	au Nord et à l'Est la Commune de Dimako, à l'Ouest la commune de Doumaintang et au Sud la commune d'Abong-Mbang
Nombre de villages	22 villages bantous et 2 villages baka
Noms des villages	Goumbégerong, Kempong, Loumbou, Kobila, Sibita, Paki, Mendim, Bigotsa, Oulemendamba, Bayong, Mbama, Boumpial, Bent, Djaglassi, Bonando, Nkoum, Motcheboum, Djamonomine, Djende II, Grand Bago, Mampang, Ouama, Ambaka
Principales ethnies	Maka, Bakoum, Baka, bamilékes, betis, nordistes,

3.2. Milieu biophysique

➤ Le climat

La Commune de DOUME subit l'influence du climat équatorial de type guinéen à quatre saisons d'inégales durées : une grande saison sèche de Novembre à mi-mars ; une petite saison pluvieuse de mi-mars à mi-juin ; une petite saison sèche de mi-juin à mi-août ; une grande saison pluvieuse de mi-août à fin Octobre. La moyenne annuelle des précipitations est de 1577 mm. La température moyenne annuelle est de 25°C avec une amplitude moyenne annuelle de 2,5°C. Ce climat favorise annuellement la conduite de 2 campagnes agricoles.

➤ Le sol

Quant au sol, le matériel parental est essentiellement composé de granites. Deux principaux types de sols se rencontrent dans cette localité à savoir les sols ferralitiques et les sols hydromorphes. D'une manière générale, les sols ferralitiques sont caractérisés par une texture sablo-argileuse. Ils sont pauvres en éléments nutritifs, acide, fragile et caractérisés par de fortes colorations jaunes ou jaune claire. Sous le couvert forestier, ces sols sont quelquefois argileux, poreux, très perméables et riches en humus. Ils sont reconnus très fertiles sous le couvert forestier. Cependant, cette fertilité est assez précaire. Ces sols se prêtent surtout aux cultures pérennes (cacao, fruitiers, palmier) et aux cultures vivrières. Les sols hydromorphes se rencontrent essentiellement dans les zones marécageuses et aux abords des cours d'eau. L'exploitation de ces sols est difficile en temps pluvieux à cause de leur engorgement. En saison sèche par contre, l'utilisation de ces sols est moins contraignante avec la baisse de la nappe phréatique. La pratique des cultures de contre saison est alors possible. Il faut cependant relever que ce sol devient de moins en moins fertile par endroit.

➤ Le relief

La Commune de DOUME présente un relief assez accidenté et varié par endroit (présence de plaines, de collines et de vallées) avec des pentes comprises entre 0 et 5% traduisant une faible sensibilité à l'érosion. L'altitude moyenne tourne autour de 800 m.

➤ L'hydrographie

Toute la commune est parcourue par d'innombrables rivières et cours d'eau, dont le plus important est la Doumé. Il y a également plus d'une centaine de sources à l'instar Ochoué, Biaboulou, Metsgue, AsokMepine ou encore Minkom qui ravitaille une partie de la ville de Doumé et du village Mbama.

➤ **La flore et la faune**

La végétation présente une diversification d'espèces avec une stratification complète des grands arbres jusqu'à la strate herbacée. Les principales essences exploitables existantes sont : le moabi, l'iroko, le fraquet, le bibolo, le bubinga, le beté et certains produits non ligneux utilisés en artisanat (le rotin, le raphia et ses dérivés, le bambou de chine et certaines lianes. Le reste de la végétation autour des maisons est faite de plantations et des champs vivriers, les jachères et les arbres fruitiers.

Le potentiel faunique est constitué des animaux de toute sorte allant des petits rongeurs aux espèces protégées. Quelques espèces sauvages fréquemment rencontrées sont entre autres : les rats, écureuil, singes, lièvres, porc-épic, antilope, singes, aulacodes, les serpents de plusieurs types (vipère, mamba vert, boa, couleuvre), etc. certains oiseaux (oiseau gendarme, colibri, épervier, perdrix, calao, pélican, touraco, martin pêcheur, toucan, corbeau, etc.)

Les espèces domestiquées sont : le chien, chat, mouton, chèvre, porc, la volaille etc.

DRAFT

➤ **Matrice diagnostic des ressources naturelles**

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisations	Contrôleurs	Mode de gestion (Accès)	Tendances	Problèmes /contraintes	Actions à entreprendre
Forêt	Toute la commune	Plusieurs milliers d'hectares	- Populations , - Exploitants forestiers	MINFOF, commune	Libre pour la population, contrôlé pour les exploitants	- Disparition progressive de la forêt primaire - Agriculture itinérante sur brûlis ;	- Coupe abusive et/ou illégale du bois	- Création de la forêt communale ; - Mise sur pied des mécanismes de contrôle et de sanction des exploitants illégaux ;
Carrières de pierre	Bent (Foumepouobou)	Ind (très énorme)	- Populations pour la construction , - Pantchnik	MINEE	Réservé à Pantchnik pour le bitumage de la route Ayos-Bertoua	Interdiction d'accès aux populations riveraines	Pollution sonore	- Limiter l'exploitation des pierres - Reverser les 10% à la population - Participer aux actions de développement du village
Sable	Le long de la source Ochué, Biaboulou, Metsague, AsokMepin eetc	Enorme	Population pour la construction ou la commercialisation	//	Libre	Construction	Difficultés d'accès	Ouverture des pistes ou voies d'accès
Marécages	Le long de la Doumé et des rivières	Immense	Populations	//	Libre	Agriculture maraîchère et de contre saison	- Difficultés d'accès ; - Rétrécissement du lit de rivières ; - Disparition des espèces de poissons	- organisation du travail
Rivières et cours d'eau	Toute la commune	Immense	Populations	//	Libre	Usage domestique	- Eaux polluées ;	- Non déversement des ordures ménagères

						et agricole	- Lits des rivières rétrécies ; - Envahissement des cours d'eau par les plantes	dans la rivière ; - Curetage réguliers des abords des rivières
Latérite	Toute la commune	Immense	Populations Pantchnik	MINEE Commune	Libre	Construction de la route Ayos-Bonis Entretien des pistes rurales	Entretien irrégulier des routes	Commercialisation

DRAFT

3.3. Milieu humain

➤ Quelques repères historiques de la commune

Située dans la région de l'Est, département du Haut-Nyong, la commune de Doumé date de la période coloniale. En effet, les allemands dans la conquête de l'hinterland camerounais, ont créé la station Doumé en 1909. De station qu'elle était, la bourgade a fini par se muer, au fur et à mesure que les infrastructures naissaient et se développaient, en une commune rurale. D'abord géré par les blancs, le premier administrateur camerounais qui a géré la commune de Doumé comme sous-préfet se nommait Joseph Oye TSOGO, en 1960. Une année plus tard, le premier magistrat camerounais de la commune était désigné en la personne de Jean Baptiste MABAYA. Mais c'est l'arrivée des missionnaires catholiques dans cette localité qui a marqué le tournant majeur et contribué à faire entrer Doumé dans l'histoire du Cameroun. En effet, leur installation a eu pour impact la mise en place de toute la logistique qui se trouve au sillage de cette institution à savoir les écoles, les centres de santé, l'aménagement des points d'eau etc. Beaucoup de personnes n'ont certainement pas oublié leur passage dans le mythique Collège de la Salle de Doumé. Par ailleurs Doumé est une province ecclésiastique parce qu'il est un diocèse et a donc une cathédrale, un évêché et bien d'autres infrastructures. L'influence de Doumé n'a pas encore trop diminué dans ce domaine, le diocèse étant celui de Doumé-Abong-Mbang.

La commune de Doumé, qui a aujourd'hui une superficie de 2.500 km², était plus grande puisqu'elle absorbait au départ les actuelles communes de Meiganga et Nanga et Boko (qui se sont autonomisés dès 1921), Nguemendouga (qui s'est détaché en 1961), Dimako (parti en 1966), et enfin Doumaintang devenu district en 1997. La réduction de l'aire géographique a également eu pour répercussion la diminution progressive de l'autorité, de la notoriété et de l'influence dont jouissait antérieurement cette localité. En effet, lorsque la circonscription administrative de l'Est voit le jour en 1911, son chef lieu n'était autre que Doumé.

Limité au Nord et à l'Est par la Commune de Dimako, à l'Ouest par la commune de Doumaintang et au Sud par la commune d'Abong-Mbang, la commune de Doumé est un conglomérat de 22 villages bantous et 2 villages Baka : Goumbégerong, Kempong, Loumbou, Kobil, Sibita, Paki, Mendim, Bigotsa, Oulemendamba, Bayong, Mbama, Boumpial, Bent, Djaglassi, Bonando, Nkoum, Djamonome, Motcheboum, Djende II, Grand Bago, Mampang, Ouama, Ambaka, pour une population estimée à 39.000 âmes réparties entre les maka, les bakoum, les baka, qui sont considérés comme les autochtones ; et ceux issus des migrations entre autres les bamilékes, les haoussa, les beti, les bamoun.

➤ Population

La population de Doumé tourne autour de 39.000 âmes, une estimation qui est sensiblement au-dessus du chiffre du RGPH, puisque retenue à l'issue des différents diagnostics participatifs dans les 22 villages bantous, les 02 villages baka et l'espace urbain.

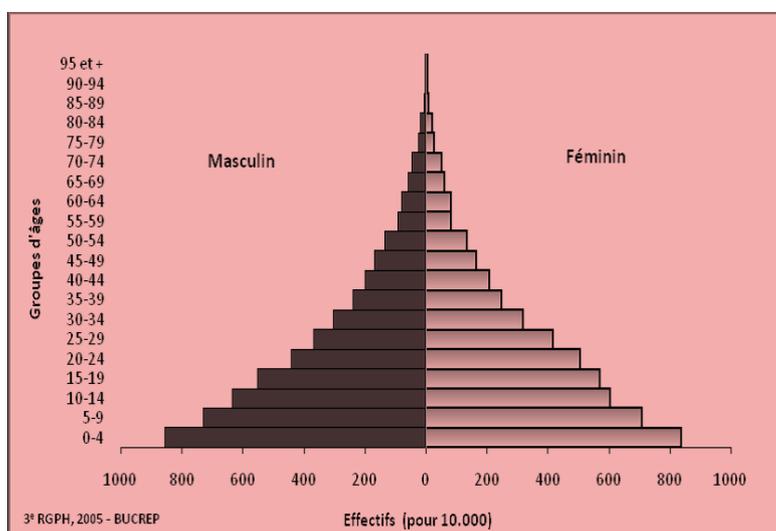


Figure N°1 : Pyramide des âges de la commune de Doumé
Source : 3^e RGPH BUCREP 2005

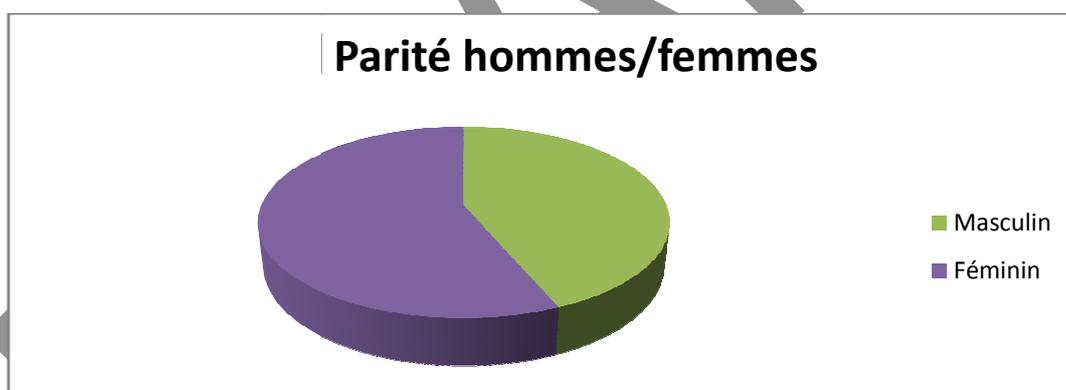


Figure N°2 : Parité hommes/femmes. Source : 3^e RGPH BUCREP 2005

Pour ce qui est de la question de parité, il ressort clairement à travers cette illustration que les femmes sont légèrement plus nombreuses que les hommes comme le souligne la tendance au Cameroun et dans la Région de l'Est en particulier.

➤ Ethnies

Les 39.000 habitants de la commune sont réparties entre les maka, les bakoum, les baka, qui sont considérés comme les autochtones ; et ceux issus des migrations entre autres les bamiléks, les haoussa, les beti, les bamoun.

➤ Religions

Le Cameroun étant un Etat laïc, la commune de Doumé ne déroge pas à cette règle. C'est pourquoi, à côté de la puissante Eglise Catholique Romaine qui est majoritaire entre autre parce que Doumé est la capitale de la province ecclésiastique du diocèse de Doumé-AbongMbang et parce qu'elle a beaucoup investi en termes d'infrastructures sociales, sanitaires, scolaires etc., on trouve l'Islam, le Plein Evangile, l'Eglise Adventiste.



Photos 3, 4 et 5 : De gauche à droite : La Cathédrale de Doumé, la Mosquée de Doumé et la Mission du Plein Evangile

➤ Principales activités économiques

Les activités économiques dans la commune de Doumé peuvent être regroupées en trois grandes catégories. Il y a d'un côté les activités agropastorales. L'agriculture et l'élevage sont pratiqués par plus de 80% de la population active. L'agriculture vivrière tient le haut du pavé, bien que celle de rente ne soit pas à négliger. En effet, la culture du café, qui a prospéré dans un passé pas très lointain, est entrain de se revigorer. Les cultures maraîchères sont en outre en plein essor car on remarque que le piment est cultivé à moyenne échelle, avec une production plus ou moins abondante. L'élevage, bien que traditionnel, occupe également une place de choix dans le quotidien des populations aussi bien rurales que urbaines. Les caprins, les bovins, les porcins, la volaille sont présents partout. L'élevage non conventionnel est lui aussi entrain de se développer. On rencontre çà et là des éleveurs de cobayes, de cailles, de porcs épics, etc.

Le deuxième aspect des activités économiques se lit à travers les activités génératrices de revenus. Le commerce ou plutôt le petit commerce est florissant. La chasse est encore très prisée dans le coin, Doumé étant réputé pour son gibier. Certes il tend à s'éloigner et à se raréfier, du fait des activités de l'homme et à l'exploitation forestière.

Enfin il y a les activités liées à l'exploitation forestière. Des exploitants forestiers écument depuis des décennies, les forêts de la commune de Doumé, coupant le bois, légalement et souvent aussi, de façon illégale. Plusieurs sociétés à l'instar de Fokou ont exploité ou continuent d'exploiter la forêt de Doumé, avec à la clé la création d'emplois et aussi la mise sur pied de certaines infrastructures sociales comme les salles de classe, les foyers communautaires, les puits d'eau et les forages etc. La commune tend à réguler ce secteur en créant une forêt communale.

3.4. Principales infrastructures par secteur

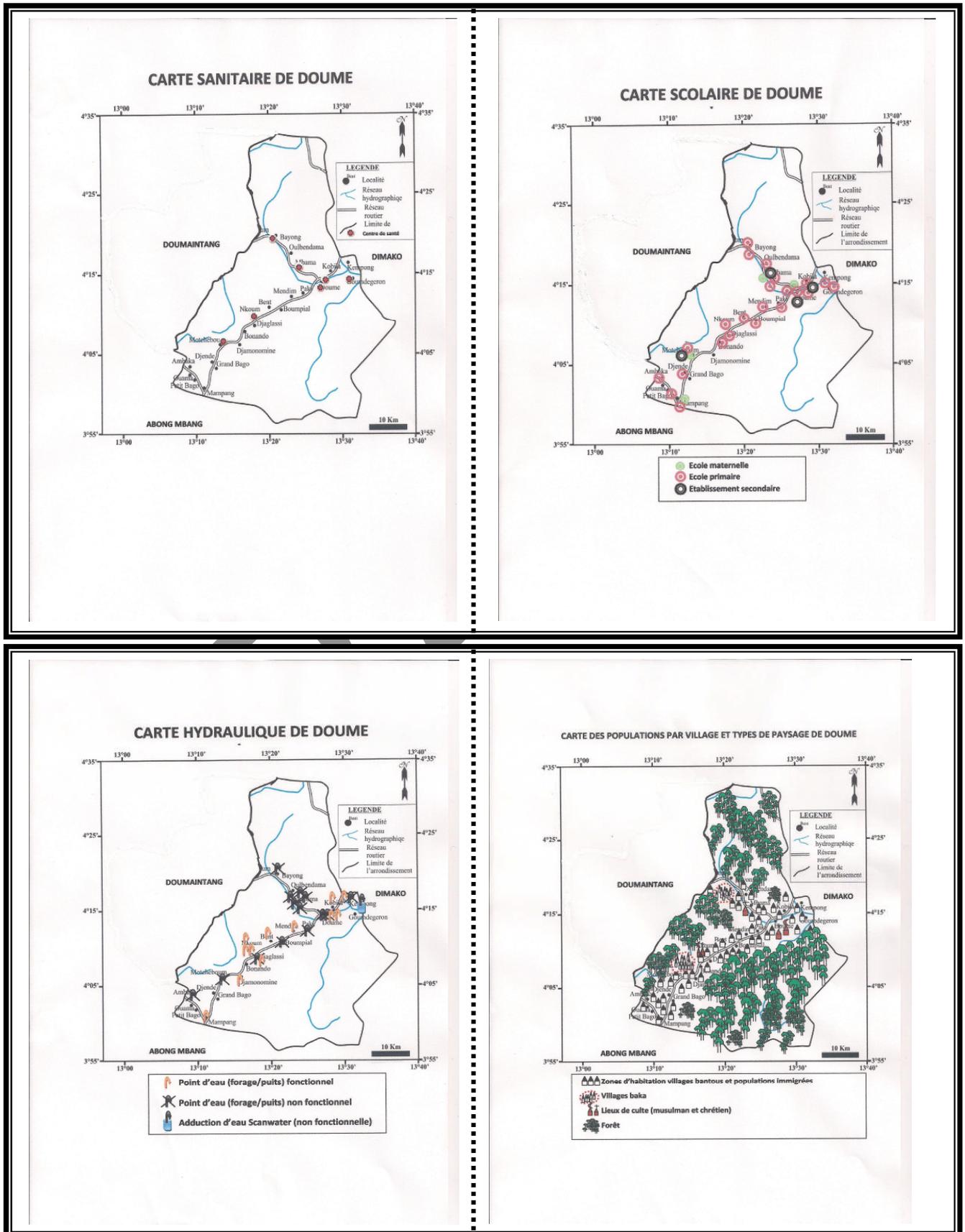
secteur	type d'infrastructure	nbre	nbre fonctionnel	nbre non fonctionnel	observations
Santé	Hôpital de district	01	01	-	Insuffisance de personnel et de conscience professionnelle de la part de certains agents.
	Dispensaire	01	01	-	Centre de santé catholique bien équipé et bien loti ; personnel suffisant et formé
	Centres de santé	06	05	01	Centres de santé construits mais personnels insuffisants sauf le centre de santé catholique de Mballa
Education de base	Ecole maternelle	07	07	-	Infrastructures et personnel insuffisants sauf à l'école maternelle catholique
	Inspection MINEDUB	01	01	-	Manque de personnel pour un suivi régulier des activités et la diligence dans le traitement des dossiers
	Ecole primaire	24	24		Certaines écoles sont bien loties par rapport à d'autres comme les écoles catholiques de Mbama et Nkoum; manque de personnel et de logements

					d'astreinte
Enseignement secondaire	Lycée d'enseignement général	01	01		Personnel suffisant mais quelques bâtiments à renouveler
	Collège d'enseignement secondaire général	02	02		Collège catholique à régime externe et interne et CES de Motcheboum bien construits et équipés
	Collège d'enseignement technique	01	01	CETIC nouvellement créé	Locaux en construction, insuffisance de matériels et du personnel
Eau et énergie	Château d'eau	02	01	01	Châteaux d'eau à Mbama. Seul celui de l'évêché est fonctionnel. L'autre est inachevé.
	Forages	08	05	03	Eau de bonne qualité
	Puits à motricité humaine	24	10	14	Eau à traiter constamment
	Electricité	//	13 villages électrifiés	10 villages non électrifiés	Courant électrique très instable avec des coupures intempestives.
Infrastructures routières	Ponts	02	02	-	Ponts séparant Doumé de Sibita et Kobila
	Points critiques	07	07	-	présence de consommateurs de stupéfiants et de déficients mentaux sous le pont de la Doumé, pont effondré à Bayong, ravin à Mampang, bourniers à Loumbou, et Mballa et Mbama
	Nombre de Kms de routes	100 km	56 km axe central	Près de 50 km	Axe central bitumé (route Ayos-Bonis). Les axes secondaires reliant les villages qui sont hors de l'axe sont pour la plupart impraticables en saison pluvieuse.

Infrastructures d'encadrement psychosociales	Centre de Promotion de la Femme et de la Famille	01	01	-	Centre bien construit, mais sous équipé et sous exploité
	Cases communautaires	09	09	-	Cases en planche et sous équipées
Élevage, pêche et industries animales	Ferme avicole	Ind	Ind	-	Aucune structure étatique de ce type. Les initiatives privées ne sont pas répertoriées
	Abattoir	01	01	-	Sous utilisé
	Etang piscicole	01	01	-	Propriété du Pôle de développement de la commune
Transport	Gare routière	02	01	01	Gare en planche fonctionnelle ; DAO nouvelle gare routière sur crédit FEICOM lancé

DRAFT

CARTES 3, 4, 5, 6, 7 : Cartes thématiques de DOUME



3.5. Principales potentialités et ressources de la commune

Les différents outils déroulés lors de la phase de diagnostic ont permis de mettre en évidence les atouts et ressources que possède la commune de DOUME. Il convient de noter que l'exploitation et la gestion efficiente de ces ressources peut constituer une base solide pour l'émergence de la commune. (Ressources avant potentialités)

N°	Domaines	Ressources	Potentialités	Contraintes
1	Climat	Climat équatorial de type guinéen à quatre saisons	Favorable à l'agriculture, l'élevage ;	Perturbation climatique
2	Sols	Présence de vastes étendus de terres arables, latéritiques, sablonneux, pierres, ferrallitiques, marécageux	Favorable aux cultures constructions, travaux publics.	Dégradation des sols avec des zones de forte pente et érosions crée par le dénuement du sol ; Baisse de la production à cause de la baisse de fertilité et aux mauvaises pratiques agricoles
3	Hydrographie	Présence de nombreux cours d'eau permanent	Pratique de la pêche, de l'agriculture irriguée et réponses des besoins en eau des populations.	Insuffisance de couverture du réseau hydrographique, exploitation non contrôlée du sable fragilisant les berges, les cours d'eau subissent- le phénomène d'eutrophisation
4	Relief	Bas fonds, plaines, montagnes	Potentiel touristique important, bas fond pour les cultures, maraîchères,	Les terrains accidentés et les collines constituent un handicap
5	Faune	Faune riche et diversifiée	Source intarissable de protéines et d'origines d'origine animale	Les mauvaises pratiques de la chasse et la non maîtrise de l'élevage des espèces non conventionnels et la disparition progressive de certaines espèces.
6	Flore et végétation	Présence de forêt primaire, secondaire et tertiaire	Disponibilité des espèces médicinales et des produits forestiers non ligneux, du bois de chauffe et de matériaux de construction de base	La recherche de terres arables et les feux de brousse de même que l'exploitation illicite des espèces rares.
7	Commerce	Dynamisme des populations	Terres arables et favorables à	Insuffisance de route et de voies d'accès aux zones de production, insuffisance de moyens de

			l'agriculture	transport, absence d'une agence de transport.
8	Artisanat	Raphia, rotin, palmier à huile, bambou de chine, forêt	Favorable à la fabrication des objets de culture et des objets d'art.	Inexistence de structure d'encadrement et de valorisation des arts et des métiers de l'art

De ce tableau on retient que la commune de DOUME est dotée d'un potentiel énorme et de ressources diversifiées dont l'exploitation connaît malheureusement d'énormes contraintes

DRAFET

3.6. Synthèse des résultats du diagnostic

3.6.1. Synthèse du DIC

RESSOURCES	FORCES	FAIBLESSES	AXES DE RENFORCEMENT
<p>Ressources humaines</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Salaires réguliers malgré parfois des mois de retard ; • inscription du personnel à la CNPS ; • bon niveau de salaire + de 50 000frs /mois en moyenne ; • utilisation des temporaires et des vacanciers pour l'exécution de tâches spécifiques ; • célérité dans le traitement des dossiers ; • Secrétaire Général formé au CEFAM et très expérimenté ; • Receveur Municipal également formé au CEFAM ; • présence de femme au sein de l'exécutif communal ; • hommes mature 50 ans ; • répartition formelle des tâches entre le maire et ses adjoints ; • existence de 04 commissions au sein du conseil municipal ; • maire et adjoint très dynamiques ; • exécutif municipal résident ; • représentativité géographique des conseillers. 	<ul style="list-style-type: none"> • Très Faible représentativité des femmes aussi bien dans l'exécutif communal que dans le personnel moins de 20% • Personnel vieillissant (54%) a Plus de 45 ans • Faible rendement au travail du fait du manque de formation • Faible niveau d'instruction et de formation du personnel • Absence d'organigramme formel, l'organigramme type étant en cours d'adoption • Absence de services techniques à la commune • Insuffisance de communication interne : le circuit informationnel est flou, ce qui fait que certains responsables se retrouvent devant les faits accomplis, même pour ce qui leur est dévolu • Absence de plan de recrutement du personnel • Absence d'agent de recouvrement des taxes • Absence d'un calendrier de réunion • Absence d'un plan de formation du personnel • Faible niveau scolaire de certains conseillers (38%) CEP • 14,29% des conseillers sont non 	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration et respect d'un plan et d'un profil de carrière ; • Recrutement élargi d'un personnel qualifié ; • Redéfinition du fichier de gestion des compétences et des rémunérations ; • Rajeunissement du personnel surtout dans certains poste pour besoins d'innovation et de créativité ; • Organisation des séances de formation notamment en gestion des ressources humaines, financiers, informatiques... • Recyclage du personnel ; • Implication effective des adjoints au maire et des membres du conseil communal dans la gestion des affaires courantes de la commune

		<p>résidents</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faible participation des conseillers aux travaux du fait de leur faible niveau de formation politique et administrative • Certains conseillers sont à leur premier mandat ce qui fait qu'ils manquent suffisamment d'expérience pour jouer le rôle qui leur revient • Faible représentativité des jeunes (moins de 40 ans) dans le processus de prise de décisions • Conseillers non formés sur leur rôle 	
Ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un fichier des contribuables (en cours de signature à la préfecture du Haut-Nyong à Abong-Mbang au moment de la rédaction du présent DIC) ; • Service comptable en cours d'informatisation ; • RM expérimenté ; • Bureau du RM déjà opérationnel ; • Existence d'une commission de passation des marchés • Exploitation des ressources naturelles (sable, pierre, forêt) 	<ul style="list-style-type: none"> • Incivisme fiscal ; • Gestion des bâtiments communaux passablement organisée ; • Projets rentables entamés et abandonnés • Quelques documents comptables absents du fait de l'absence antérieure d'un RM • Absence d'agents de recouvrement ; • Mauvaise collecte des ressources financières (boutiques, bâtiments, place de marché) 	<ul style="list-style-type: none"> • Recrutement et formation des agents de recouvrement ; • Mise sur pied d'un système de recouvrement et application des sanctions aux contrevenants ; • Mise sur pied d'un Plan d'Investissement Annuel (PIA) réaliste. • Exploiter le fichier des contribuables ; • Création de marchés périodiques dans les villages ; • Informatisation du système de gestion ; • Sécurisation du marché de la commune ; • Encouragement des AGR des populations ; • Ouverture de la gare routière ;

<p>Patrimoine communal</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Présence de bâtiments bien que coloniaux ; • Patrimoine communal varié ; • Exploitation du fortin allemand ; • Engins roulants exploitables ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Terrains non immatriculés • Chantiers engagés et non achevés • Prise en compte des bâtisses coloniales n'appartenant pas à la commune ; • Insuffisance du matériel roulant 	<ul style="list-style-type: none"> • Achat d'un matériel roulant adéquat ; • Création d'une fourrière municipale ; • Création d'un garage municipal ; • Formation et recyclage d'un personnel en gestion des ressources patrimoniales ; • Construction de la gare routière. • Concrétisation des projets du lac et de la riziculture pour multiplier les sources de revenus ; • Transformation de la case de passage en auberge municipale ou en mini cité ; • Finalisation du péage de Djaglassi pour créer des activités connexes profitables à la commune.
<p>Relations</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Commune membre des CVUC et ACFCAM ; • Multipartenariat de la commune • Bonnes relations avec les services déconcentrés de l'Etat ; • Bonnes relations avec les congrégations religieuses ; • Bonnes relations avec les organisations de la société civile ; • Bonnes relations avec les organismes d'appui (ANAFOR, PADDL, PNDP, Fondation SAF) 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de jumelage de la commune ; • Relations mitigées avec les chefferies traditionnelles à cause de la RFA 	<ul style="list-style-type: none"> • Diversification des partenaires ; • Exploitation maximale des potentialités offertes par les partenaires

3.6.2. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

SECTEUR	PROBLEME	PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Education de base	Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	-vétusté des bâtiments existants ; -abandon de poste par certains enseignants, Refus de rejoindre leur poste d'affectation	-Echecs scolaire ; -taux de déperdition scolaire élevé dans certains villages ; -Grossesses précoces pour les jeunes filles ; -découragement Etc.	-création, construction et équipement des EM et EP dans les villages nécessaires et remplissant les conditions conformément à la carte scolaire -affectation du personnel enseignant qualifié ; -construction de logements d'astreinte -construction de salles de classe et de bureau de directeurs -lisibilité dans la gestion des frais d'APEE
Enseignement secondaire	Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire	- Insuffisance des établissements d'enseignement secondaires ; - Faible équipement du CETIC ; - Coût élevé de la scolarité au COSADO	-déperdition scolaire -abandon ; -mariages précoces ; -exode scolaire	-Construction et équipement en mobilier du CETIC de Doumé -affectation du personnel enseignant qualifié ; -construction de logements d'astreinte -construction de salles de classe et de bureau du directeur du CETIC -lisibilité dans la gestion des frais d'APEE
Enseignement supérieur	Absence de structures universitaires	- Inexistence d'un établissement d'enseignement supérieur - Manque d'initiative privée ou publique	- Retard dans le développement de la localité ; - Exode scolaire ; - Abandon des études ; - Reconversion à l'agropastoral ou aux AGR	-Création d'une Ecole de formation supérieure

Santé publique	Difficultés d'accès aux soins de santé	<ul style="list-style-type: none"> -ignorance -pauvreté -absence dans la quasi-totalité des villages de structures de santé -insuffisance notoire en personnel qualifié 	<ul style="list-style-type: none"> -mortalité maternelle et infantile élevée ; -récurrence des maladies ; 	<ul style="list-style-type: none"> - équipement et approvisionnement de la pharmacie de l'hôpital de district de Doumé -formation et recyclage du personnel en conscience professionnelle et en éthique du métier ; -affectation et prise de fonction du personnel
Agriculture	Faible productivité agricole	<ul style="list-style-type: none"> -pratique de techniques agricoles traditionnelles -ignorance - poids des traditions favorisant le conservatisme des anciennes conceptions et pratiques ; -manque de d'information et de formation -nouveaux parasites des plantes - difficultés d'évacuation de la production 	<ul style="list-style-type: none"> -baisse drastique de la production ; -baisse du revenu des familles -abandon de l'activité agricole -famine -pauvreté 	<ul style="list-style-type: none"> -formations et recyclages en techniques culturales moderne (manioc); -subvention et octroies en nouveaux plants et semis améliorés (cacao, surtout café).
Pêche et industrie animale	Faible promotion et productivité des activités d'élevage	<ul style="list-style-type: none"> -manque de formation et d'information ; -ignorance de techniques d'élevage modernes; -Ignorance de l'existence des programmes et projets de promotion des activités d'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> -quasi inexistence d'unité de production d'espèces conventionnelles et non conventionnelles -présence de maladies liées à l'insuffisance de protéine d'origine animale surtout chez les 	<ul style="list-style-type: none"> Subventions et appuis aux populations Formations diverses en développement des élevages des espèces conventionnelles et non conventionnelles.

			enfants, les femmes enceintes et allaitantes	
Domaine des affaires foncières	Difficulté d'accès à la propriété foncière	-manque d'information et de sensibilisation ; -coût élevé du titre foncier ; -absence d'un service du cadastre	- problèmes fonciers récurrents -rareté des titres fonciers	Education sur la gestion et la gouvernance foncière
Forêt et faune	Coupe anarchique du bois par les populations et braconnage	-manque d'information et de sensibilisation sur les risques liés à la destruction de la nature; -pauvreté -famine -pratiques culturelles et culturelles	-disparition de certaines espèces d'animaux ; -Disparition de certaines essences de bois ; -changement climatique	Sensibilisation et éducation sur les impacts et implications de la destruction de la faune et de la forêt notamment l'approche du développement durable
Environnement et protection de la nature	Coupe anarchique du bois par les populations et pollution	-manque d'information et de sensibilisation sur les risques liés à la destruction de la nature; -pauvreté -famine -pratiques culturelles -mauvaise gestion des ordures ménagères ;	-disparition de certaines espèces d'animaux ; -Disparition de certaines essences de bois ; -rétrécissement du lit de la Doumé	Information, Formation et sensibilisation sur la prise en compte des questions socio environnementales dans le développement durable
Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Insécurité et diminution de l'autorité des chefs	-insuffisance de personnel chargé de la sécurité et du maintien de l'ordre ; -insuffisance de matériel	-intervention en retard de l'autorité après un cas signalé ; -enquêtes difficiles à mener ;	Mise en place des comités de vigilance, renforcement en personnel et en matériel roulant des structures de sécurité ainsi que création de poste pilote de sécurité surtout dans les zones

		<ul style="list-style-type: none"> roulant pour les interventions ; - insuffisance de comité de vigilance ; -insuffisance de collaboration entre l'autorité et la population 		de grande vulnérabilité ; renforcer l'autorité des chefs en difficulté
Eau et énergie	Difficulté d'accès à l'eau potable et à l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> -manque d'information et de sensibilisation sur la prévention des maladies notamment d'origine hydrique -insuffisance criarde de point de ravitaillement en eau potable ; -couverture électrique insuffisante ; -instabilité du courant électrique 	<ul style="list-style-type: none"> -maladies d'origines hydriques; -insécurité -zones de vulnérabilité liée à l'obscurité (sous le pont de la Doumé par exemple) 	Information et sensibilisation sur la prévention des maladies d'origine hydriques, construction de forages équipés de pompes à motricité humaine, électrification dans tous les villages avec éclairage public surtout dans les zones de vulnérabilité
Travaux publics	Enclavement de certains villages	<ul style="list-style-type: none"> -mauvais entretien des routes et des pistes -inexistence des pistes des bassins de production ; 	<ul style="list-style-type: none"> -accidents ; -maladies ; -avortements, fausses couches ; -difficulté d'acheminement des produits vers les zones d'écoulement ; - famine ; cherté de la vie 	Entretien des pistes rurales et des bassins de production
Affaires sociales	Pas de système	-mauvaises conditions de	- maladies, décès ;	Equipement et utilisation optimale du

	de prise en charge des couches vulnérables	vie des personnes vulnérables et des personnes âgées ; -inexistence de services de prise en charge	- abandon et stigmatisation ;	centre social de Doumé
Protection de la femme et de la famille	Difficultés à promouvoir les activités féminines	-Irresponsabilité des hommes ; -alcoolisme, tabagisme ; -exode rural des hommes à la recherche d'emplois	-déséquilibre dans le développement socio-affectif des enfants ; -grossesses et/ou mariages précoces des jeunes filles ; -maladies cardiovasculaires des femmes mères ; -multiplication des familles monoparentales.	Mise en valeur optimale du Centre de Promotion de la Femme et de la Famille de Doumé
Jeunesse	Manque d'emploi	-insuffisance de formation ; -insuffisance de promotion de l'auto emploi, -Manque de structures d'encadrement de la jeunesse	-oisiveté ; -pauvreté -alcoolisme, tabagisme, prise de stupéfiants, banditisme, vols, exode rural, VIH/SIDA...	Création, construction et équipement d'un centre de promotion des jeunes
Sports et éducation physique	Faible pratique des activités sportives	-insuffisance de structures d'encadrement des jeunes et de la jeune fille ; -insuffisance de structures de	-promotion de la jeunesse insuffisante ; -oisiveté ; -pauvreté ; -alcoolisme, tabagisme, prise de stupéfiants,	Construction d'un complexe sportif au centre ville et ouverture de stades et aires de jeux divers réglementaires

		développement de sport et de loisir.	banditisme, vols, exode rural, VIH/SIDA...	
Transport	Faible déplacement des personnes et des biens, dans les zones enclavées en particulier	-Inexistence d'agence de transport et de gare routière fonctionnelle; -vétusté des moyens de transport ; -mauvais état des routes et des pistes rurales ; -cherté des prix de transport des personnes et des vivres.	-accidents -pourrissement des denrées alimentaires dans les champs et plantations ; -vente à vil prix des produits ; -cherté de la vie ; famine -pauvreté ;	Création d'une gare routière et organisation de l'activité de transport à DOUMÉ vers toutes les autres destinations des communes et des villages environnants
Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	Chômage et oisiveté des populations	-faible promotion de l'esprit d'entrepreneuriat ; -faible promotion de l'artisanat ; -faible développement des AGR ; -Absence de structures de financement	-chômage -oisiveté, alcoolisme, tabagisme, mariages précoces ; VIH/SIDA, -exode	Promotion et développement de l'esprit d'entrepreneuriat, promotion de l'artisanat local, création des PME et PMI
Emploi et formation professionnelle	-chômage et faible formation professionnelle	-faible promotion de l'esprit d'entrepreneuriat ; -Insuffisance de structures d'encadrement et de formation des jeunes et des personnes âgées -sous-équipement de la SAR/SM de Doumé ; -inexistence de	-chômage -oisiveté, alcoolisme, tabagisme, mariages précoces ; VIH/SIDA, -exode	Promotion au développement des AGR

		structures de financement		
Recherche scientifique et innovation	Faible accès aux résultats de la recherche scientifique	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'exploitation des plantes médicinales - accès difficile aux semences améliorées 	<ul style="list-style-type: none"> -Retard de la localité dans son apport à la recherche scientifique nationale ; -Faible production 	<p>Promotion de l'esprit de recherche et de l'innovation</p> <p>Renforcement des capacités et éducation des populations</p>
Commerce	Insuffisance promotion des activités commerciales	<ul style="list-style-type: none"> -Faible approvisionnement en produits de première nécessité -difficulté d'écoulement des récoltes vers les marchés pour les zones enclavées ; -augmentation des prix des denrées de première nécessité 	<ul style="list-style-type: none"> -Instabilité des prix de première nécessité ; -cherté de la vie ; 	Développement des AGR
Tourisme	Abandon de certains sites potentiellement touristiques	<ul style="list-style-type: none"> - Découragement des promoteurs -Difficulté d'accès aux sites touristiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Dévalorisation des sites abandonnés à potentialité touristique ; -Faible renommée de la région 	<p>Promotion des activités touristiques</p> <p>Réhabilitation du fortin allemand</p>
Culture	Difficultés de transmission des valeurs culturelles	<ul style="list-style-type: none"> - non respect des valeurs traditionnelles - ignorance des jeunes - influence de la modernité 	<ul style="list-style-type: none"> - perte des traditions - conflits de génération - Pauvreté - Difficultés de cohabitation 	<p>Construction et équipement d'un foyer culturel et de la maison de la culture des peuples de la localité</p> <p>Promotion de l'art et de la culture des peuples de la localité avec création et construction d'un musée</p>

				Organisation de festival
Mines et développement technologique	Méconnaissance du potentiel minéralogique de la commune	-absence de protection minière	Retard de développement de la localité	Organisation des prospections minières
Travail et sécurité sociale	Précarité de l'emploi et difficultés d'accès à la sécurité sociale	-Exode rural et abandon de la localité par les promoteurs d'emploi ; -auto emploi ; -non affiliation à la CNPS	-exposition aux accidents de travail ; -découragement	Création des carrières d'exploitation de sables et de pierre Développement des terrains inoccupés pour agriculture moderne et relance des sites abandonnés Affiliation à la CNPS
Développement urbain et habitat (espace urbain)	développement urbain et de l'habitat insuffisant	- Maisons en matériaux provisoires, semi définitifs et définitifs -absence d'un plan d'urbanisation ;	-habitats précaires ; -constructions anarchiques ;	Promotion et formation en construction en matériaux locaux Motivation des élites à construire et développer l'habitat à Doumé
Postes et télécommunications	Insuffisance de couverture des réseaux de communication	-couverture partielle du réseau MTN, ORANGE et CAMTEL, -absence totale de réseau dans certains villages -Absence d'internet	-Ouverture insuffisante au monde ; -promotion insuffisante de la commune aux potentiels promoteurs et partenaires	Extension des réseaux téléphoniques (MTN, Orange) et reconnexion du centre multimédia au réseau internet
Communication	Difficulté d'accès aux informations	-Eloignement de l'antenne émettrice -Non existence d'une radio communautaire	Sous information des populations	Création d'une radio communautaire avec relai au poste national CRTV Installation d'une antenne relais

4. PLANIFICATION STRATEGIQUE

4.1. Vision et objectif du PCD

« A l'horizon 2035, la commune de Doumé se veut un pôle d'attraction majeur, une cité prospère et propice tant à la création d'emplois qu'à la redistribution des richesses ».

Il s'agira pour elle de :

- ✓ *Améliorer l'offre en infrastructures de développement de base ;*
- ✓ *Booster l'économie locale ;*
- ✓ *Créer un climat favorable à l'investissement pourvoyeur d'emplois ;*
- ✓ *Assurer la pérennité de la paix, de la stabilité et de la cohésion sociale.*

Les ressources jusque là disponibles ne permettant malheureusement pas de mettre en œuvre tous ces projets à court terme, le combat consistera de manière efficace à améliorer la qualité des services au niveau de l'institution communale. Il s'agira également de consolider l'économie locale de même que les capacités des membres des différents services. Le renforcement de la gouvernance à tous les niveaux d'intervention, la recherche de nouveaux partenaires au développement, la poursuite du recrutement d'un personnel qualifié, l'amélioration de la gestion et financière. L'espoir est que grâce à cette nouvelle vision exprimée en projets et consignée dans le présent document, la Commune de DOUME sera désormais à la hauteur de sa réputation en terme d'ambition et de projets à réaliser.

4.2. Cadre logique par secteur

Le Cadre Logique est un outil de programmation qui aide à mettre en adéquation les projets identifiés et les ressources mobilisables dans le temps, sur la période de planification en tenant compte de la vision de développement, des possibilités financières, de la commune ou de la région. Il montre l'objectif global du plan, les programmes, les projets et leurs objectifs spécifiques, les résultats et les activités du programme. En plus, le cadre logique incorpore les indicateurs objectivement vérifiables pour mesurer la réalisation des objectifs fixés dans les conditions politiques, sociales et économiques supposées pendant la période du plan.

Les tableaux ci-dessous dénommés « Tableaux Synoptique de Planification (TSP) ou Cadre Logique (CL) » présentent les résultats de cette étape du processus. Ces cadres logiques ont été élaborés suivant la planification par la méthode dite PIPO (Planification des interventions par Objectifs). Celle-ci consiste à mettre des conditions préalables pour que certaines activités se réalisent pour atteindre les résultats (intermédiaires) qui conduisent aux objectifs spécifiques, lesquels concourent à la réalisation de l'objectif global.

SECTEUR 1 : ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE				
Problème du secteur : Faible production pastorale				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animale et halieutique	- Part de la production animale dans le PIB - Part de la production halieutique dans le PIB	Enquête INS, ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières animale et halieutique	Nombre d'appui déployés
Objectif sectoriel stratégique : améliorer la production pastorale et halieutique à travers l'augmentation de 80 % du potentiel réel	- Taux global annuel de production pastoral et halieutique	- rapport sectoriel ; ECAM -Rapport de la commune	Les différents acteurs s'impliquent effectivement et les producteurs sont encadrés et appuyés.	Nombre d'éleveurs et de pêcheurs encadrés et appuyés
Objectifs spécifiques : 1) Favoriser la structuration, la formation des organisations par spéculation de 90% des producteurs en 3 ans, 2) Renforcer l'encadrement de proximité des producteurs et des OP pour améliorer de 90% de la production en 2025 3) Renforcer les circuits de production, de commercialisation et de conservation des produits pastoraux	- Nombre d'OP mises sur pied en 3 ans ; - Nombre d'agents vétérinaires affectés ; - Structures de conservation et de commercialisation mises en place ;	-Rapport sectoriel ; -ECAM -Rapport de la commune	Les différents acteurs s'impliquent effectivement et les producteurs sont encadrés et appuyés	Nombre d'OP structurées et formées
Résultats attendus : 1) 90% des producteurs organisés, formés et appuyés en 3 ans 2) Les OP mises sur pied sont encadrés et suivi pour une amélioration de 90% de la production à l'horizon 2025 ; 3) Marchés, boucheries, chambres froides construits, équipés et fonctionnels.	- Nombre d'OP mises sur pied en 3 ans ; - Nombre de postes zootechniques créés et nombre d'agents vétérinaires affectés ; - Nombre de marchés, de boucheries et de chambres froides construits et fonctionnels ;	-Rapport sectoriel ; -ECAM -Rapport de la commune	Les différents acteurs s'impliquent effectivement et les producteurs sont encadrés et appuyés	Nombre de producteurs impliqués dans les activités pastorales et halieutiques
Activités principales : -			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Structurer 24 OP dans les 24 villages de la commune 2.1. Equiper les OP du matériel d'élevage moderne 2.2. construire 01 maison du paysan 2.3. Créer 05 postes zootechniques 2.4. Réhabiliter le centre d'alevinage de Doumé	2.5. Affecter 05 infirmiers vétérinaires dans la commune		Libellés	Montants
	2.6. Affecter un responsable au centre d'alevinage		Total investissement	370 000 000
	2.7. Organiser 40 séances de formation sur les techniques d'élevage moderne		Total Fonctionnement	57 600 000
	2.8. Mettre en place 05 caisses villageoises		Imprévus	18 500 000
	3.1. Construire 05 magasins de regroupement et d'évacuation des produits d'élevage		Total estimatif	446 100 000

SECTEUR 2 : AGRICULTURE					
Problème du secteur : Faible production agricole					
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes	
Objectif supérieur (DSCE) Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricoles	Part de la production agricole dans le PIB	Enquête INS, ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricoles	Nombre d'appuis déployés	
Objectif sectoriel stratégique : améliorer la production agricole par une augmentation substantielle des produits vivriers et de rente	- Taux global annuel de production agricole	- rapport sectoriel ; ECAM -Rapport de la commune	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricoles	Nombre d'appuis déployés	
Objectifs spécifiques : 1) Favoriser la structuration, la formation des organisations par spéculation de 90% des producteurs en 3 ans, 2) Renforcer l'encadrement de proximité des producteurs et des OP pour améliorer de 90% de la production en 2025 3) Renforcer les circuits de production, de commercialisation à travers la construction de marchés périodiques	- Nombre d'OP mises sur pied en 3 ans ; - Nombre d'agents agricoles affectés ; - Nombre de marchés, de boucheries et de chambres froides construits et fonctionnels ;	-Rapport sectoriel ; -ECAM -Rapport de la commune	Les OP sont structurées et/ou encadrées	Nombre d'OP opérationnels	
Résultats attendus : 1) 90% des producteurs organisés, formés et appuyés en 3 ans 2) Les OP mises sur pied sont encadrés et suivi pour une amélioration de 90% de la production à l'horizon 2025 ; 3) Marchés périodiques construits et fonctionnels	- Nombre d'OP mises sur pied en 3 ans ; - Nombre d'agents agricoles affectés ; - Nombre de marchés périodiques construits et fonctionnels ;	-Rapport sectoriel ; -ECAM -Rapport de la commune	Les OP sont appuyées pour l'encadrement des producteurs Les marchés périodiques sont construits	Nombre d'OP appuyées et nombre de marchés construits	
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts		
1.1. Organisation d'un mini comice agricole (organisation, primes et distribution du matériel agricole) 02 par an ; 1.2. Renforcement des capacités des GICs 2.1. Mise en place de 10 brigades villageoises (MBAMA III, BAYONG IV, PAKI, NKOUM, BONANDO, MAMPANG, BOUMPIAL, DOUME CENTRE, LOUMBOU, MOTCHEBOUM) ; 2.2. Création de 02 nouveaux postes agricoles à MAMPANG et BAYONG IV 3.1. Construction d'01 magasin de stockage des produits et de commercialisation des intrants agricoles à Doumé ;	3.2. organisation des filières de commercialisation par la construction de 10 marchés périodiques (MBAMA III, BAYONG IV, PAKI, NKOUM, BONANDO, MAMPANG, BOUMPIAL, DOUME CENTRE, LOUMBOU, MOTCHEBOUM) 3.3. Mise en place de (10) champs semenciers (champs écoles) des spéculations dominantes (café, cacao, banane, banane plantain, etc.) ; 3.4. Construction de magasin de stockage de produits 3.5. Ouverture de pistes de collecte (Mballa-Goumbégeron, Mission Catholique-Mekouamb, Mission Catholique-Mvoulman, Kobila-Mekouamb, Pôle de développement-Kouagdjand) vers les bassins de production	Libellés		Montants	
		Total investissement		148 000 000	
		Total Fonctionnement		10 000 000	
		Imprévus		7 400 000	
		Total estimatif		165 400 000	

SECTEUR 3 : FORET ET FAUNE				
Problème du secteur : Coupe anarchique du bois par les populations et braconnage				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer une gestion durable des ressources naturelles	- Part de la production forestière dans le PIB - Proportion d'écosystèmes réhabilités - Niveau d'augmentation des surfaces reboisées	- Enquête INS, - ECAM ; - Rapport commune ; - Rapport sectoriel ;	- Le contrôle par les agents des eaux et forêt est intensifié	Nombre d'agents déployés sur le terrain
Objectif sectoriel stratégique : achever le processus de classification de la forêt communale et promouvoir la protection des espèces en voie de disparition	- Taux de la forêt communale dans le budget de la commune ; - Pourcentage d'espèces protégées dans la commune	- Rapport commune ; - Rapport sectoriel ;	- Le contrôle par les agents des eaux et forêt est intensifié	Nombre d'agents déployés sur le terrain
Objectifs spécifiques : 1) Renforcer le contrôle de la commune sur l'exploitation forestière ; 2) Protéger les espèces en voie de disparition en luttant contre le braconnage ; 3) Faire respecter le cahier de charge aux exploitants forestiers notamment en ce qui concerne le reboisement ; 4)	- Arrêté préfectoral de classification de la forêt communale ; - Taux d'espèces protégées ; - Pourcentage des surfaces reboisées ; -	- Rapport commune ; - Rapport sectoriel ;	- La forêt est classée et exploitée par la commune	Mode d'exploitation de la forêt
Résultats attendus : 1) La classification de la forêt communale est achevée au plus tard en Juin 2012 ; 2) La lutte contre le braconnage est intensifiée ; 3) Les essences sont replantées au fur et à mesure de leur exploitation,	- Arrêté préfectoral de classification de la forêt communale ; - Nombre de braconniers appréhendés ; - Nombre d'hectares de forêt reboisés ;	- Rapport commune ; - Rapport sectoriel ;	La taxe sur la récupération est appliquée aux contrevenants	Nombre de contrevenants appréhendés et montants payés
Activités principales :		Cadre estimatif des coûts		
1.1. Tenir l'atelier de classification à AbongMbang ; 1.2. Créer des forêts communautaires ; 2.1. Traquer les braconniers ; 3.1. Promouvoir les activités du pôle de développement ;	3.2. Faire appliquer le cahier de charge aux exploitants forestiers présents dans le commune ; 3.3. Traquer les exploitants illégaux, en partenariat avec les communes voisines de Doumaintang, Diang et Mbang, conformément à l'intercommunalité 3.4. Intensifier l'application de la taxe sur la récupération	Libellés	Montants	
		Total investissement	110 100 000	
		Total Fonctionnement	11 600 000	
		Imprévus	5 505 000	
		Total estimatif	127 205 000	

SECTEUR 4 : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE				
Problème du secteur : Coupe anarchique du bois par les populations et pollution de l'environnement				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer une gestion durable des ressources naturelles	Taux de couverture du monitoring environnemental (100%)	- Enquête INS, - ECAM	Les mesures prises sont appliquées	Nombre de mesures prises
Objectif sectoriel stratégique Promouvoir la sauvegarde et limiter la dégradation de l'environnement	- Mètres cubes de bois exploités et hectares de forêt reboisés - Mode de gestion des déchets	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les différents acteurs s'impliquent effectivement et les populations sont sensibilisées	Nombre de personnes sensibilisées
Objectifs spécifiques : 1) Mettre sur pied des champs fourragers ; 2) Promouvoir le reboisement des zones dégradées ; 3) Sensibiliser et former les populations sur la conservation de l'environnement ; 4) promouvoir des mesures alternatives a braconnage 5) Mieux gérer les ordures ménagères	- Nombre de champs fourragers ; - Nombre d'ha reboisés ; - Mesures de sensibilisation envisagées ; - Mesures alternatives envisagées ; - Mode de gestion des ordures	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la protection des espèces	Nombre d'appuis déployés
Résultats attendus : 1) 10 ha de champs fourragers sont créés ; 2) 10 ha de forêt sont reboisés chaque année ; 3) 90% de la population est formée sur la conservation de l'environnement ; 4) Les espèces sont préservées ; 5) Les ordures ménagères ne sont plus déposées de manière anarchique	- Nombre d'ha de champs ; - Nombre d'ha de forêt reboisés ; - Nombre de personnes formées et sensibilisées ; - Nombre de braconniers arrêtés ; - Nombre de décharges créées	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la préservation de l'environnement et la protection des espèces	Nombre d'appuis déployés
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Aménagement de 10 ha de champs fourragers à Paki ; 2.1 Reboisement des essences par les exploitants forestiers et la commune ; 3.1. Organisation des ateliers de formation et de sensibilisation des populations sur l'hygiène et la salubrité ; 3.2. Création des clubs d'amis de la nature dans les différentes structures scolaires et étatiques ;	4.1. Création de 05 comités de veille sur l'environnement à Bayong, Goumbégéron, Ambaka, Nkoum et Doumé ; 4.2. Intensification de la lutte contre le braconnage et la coupe illicite des arbres ; 5.1. Création d'une décharge municipale ; 5.2. Recyclage des déchets ménagers avec tri pour fabrication du fumier ; 5.3. Aménagement des toilettes publiques de Doumé	Libellés	Montants	
		Total investissement	40 500 000	
		Total Fonctionnement	7 500 000	
		Imprévus	2 025 000	
		Total estimatif	50 025 000	

SECTEUR 5 : COMMERCE				
Problème du secteur : Insuffisance promotion des activités commerciales				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer de manière compétitive la présence des produits camerounais sur les marchés	- Part des exportations dans le PIB - Déficit de la balance commerciale	- Enquête INS, - ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les AGR	Nombre d'appuis déployés
Objectif sectoriel stratégique Assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur, dans des conditions de concurrence saine/ passer de l'économie informelle à l'économie formelle	- Niveau du PIB - Taux de croissance réelle - Proportion de la population ayant mis en place des AGR - Proportion de la population dont le niveau du revenu est amélioré	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les lois et règlement sont appliqués	Textes de loi appliqués
Objectifs spécifiques : 1) Appuyer les acteurs économiques dans la mise en œuvre fructueuse des AGR ; 2) Créer un climat fiscal, social et sécuritaire incitatifs pour l'initiative commerciale ; 3) Accroître les capacités financières des opérateurs économiques ;	- Types d'appui apportés ; - Environnement économique et commercial attractif - Mise en place des EMF ; - Nombre de points de ravitaillement opérationnels	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les AGR	Nombre d'appuis déployés
Résultats attendus : 1) Encadrement des populations pratiquant les AGR ; 2) Assainissement du climat des affaires ; 3) Promotion de l'auto-emploi ;	- Structures d'encadrement ; - Mesures fiscales, sociales et sécuritaires prises ; - Nombre de pratiquants des AGR installés ;	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la préservation de l'environnement et la protection des espèces	Nombre d'appuis déployés
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. formation des opérateurs économiques sur les techniques de fructification des AGR ; 1.2. organisation de 10 ateliers de sensibilisation sur l'acceptation de l'autre et le civisme économique ; 2.1. Sensibilisation sur la loi fiscale ; 2.2. Exploitation du fichier des contribuables,	2.3. Regroupement des opérateurs économiques en GIC et Coopératives ; 3.1. Octroi de prêts à hauteur de 500 000 Fcfa à 100 commerçants constitués en GIC ; 4.1. Construction de 10 marchés périodiques ; 4.2. Achèvement de la gare routière/marché de Doumé ; 4.3. Construction d'un marché à MAMPANG		Libellés	Montants
			Total investissement	353 500 000
			Total Fonctionnement	20 000 000
			Imprévus	17 675 000
			Total estimatif	391 175 000

SECTEUR 6 : SANTE PUBLIQUE					
Problème du secteur : Difficultés d'accès aux soins de santé					
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes	
Objectif supérieur (DSCE) Les populations de toutes les régions du Cameroun jouissent d'une bonne santé favorable à leur contribution aux efforts de croissance	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion de districts de santé consolidés ; - Ratio professionnel de santé/population (au moins 1,5 pour 1000 habitants) ; - Proportion de la population desservie par une formation sanitaire fonctionnelle située à une heure de marche (une formation sanitaire à une heure de marche pour au moins 70% de la population) ; - Dépense publique de santé par habitant. 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête INS, - ECAM 	Le district de santé est agrandi en termes d'infrastructures	Nombre de nouveaux centres de santé créés	
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès aux soins de santé	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de mortalité maternelle et infantile ; - Nombre d'infrastructures sanitaires ; - Taux de couverture vaccinale ; - Taux de prévalence du VIH/SIDA et des maladies endémiques comme le paludisme 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune 	Le personnel est affecté en quantité et en qualité suffisantes	Nombre de médecins, IDE et IB affectés	
Objectifs spécifiques : 1) Augmenter l'offre sanitaire ; 2) Equiper et sécuriser les infrastructures sanitaires existantes, 3) Faire le plaidoyer pour l'affectation du personnel ;	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de centres de santé construits ou réhabilités ; - Taux de centres de santé équipés et sécurisés ; - Nombre de personnels médicaux déployés sur le terrain ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune 	Les mesures sont prises pour améliorer l'offre sanitaire	Taux de la population ayant accès aux soins de santé primaires	
Résultats attendus : 1) Augmentation de plus de 80% du taux de couverture sanitaire de la commune d'ici 2015 ; 2) Les infrastructures existantes sont équipées et sécurisées ; 3) Personnel médical en nette augmentation	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage d'habitants ayant accès aux soins de santé primaires ; - Taux de livraison des médicaments et nombre de clôtures construites et nombre de fosses creusées ou d'incinérateurs installés ; - Nombre de IDE et IB affectés ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune 	La proximité physique, financière et sociale des structures de soins est améliorée	Nombre de personne ayant recours aux centres de santé	
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts		
1.1. Construction des centres de santé de Mbala, Paki et Mampang ; 1.2. Réhabilitation de 03 bâtiments à l'HD de Doumé, 01 bâtiment au CS de Nkoum et au CS de Goumbégéron ; 1.3. Construction d'01 bâtiment au CS de Nkoum et au CS de Goumbégéron ; 1.4. Dotation du District de Santé de Doumé d'01 ambulance ; 1.5. Construction d'une morgue à l'HD de Doumé ; 2.1. Dotation des CS de 64 lits médicaux ; 2.2. Aménagement de 02 maternités dans les CS de Bayong et Goumbégéron ; 2.3. construction de 04 points d'eau aux CS de Bayong, Goumbégéron, Nkoum et Doumé ;		2.4. Construction d'01 bloc latrines au CS de Goumbégéron ; 2.5. Construction de clôtures aux CS de Bayong, Goumbégéron, Nkoum et Motcheboum ; 2.6. Installation d'incinérateurs ou creusage de fosses aux CSI de Bayong, Goumbégéron, Nkoum et Doumé ; 2.7. Dotation des CS de Bayong (02) Goumbégéron (01) et Nkoum (01) en réfrigérateurs 2.8. Formation des comités de Santé et des comités de gestion de tous les centres de santé 3.1. Plaidoyer pour l'affectation de 02 médecins, 09 IDE, 02 IB et 11 AS ; 3.2. Construction des logements d'astreinte pour les personnels médicaux ;		Libellés Total investissement Total Fonctionnement Imprévus Total estimatif	Montants 466 720 000 40 000 000 23 336 000 530 056 000

SECTEUR 7 : EDUCATION DE BASE				
Problème du secteur : Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation de base	- Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation) ; - Taux Brut de scolarisation (TBS); - Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; - Taux de couverture.	- Enquête INS, - ECAM	Le BIP et les financements extérieurs sont disponibles	Part de l'éducation de base dans le BIP et le C2D
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès de tous les jeunes en âge scolaire à une éducation de base de qualité	- Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation) ; - Taux Brut de scolarisation (TBS); - Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ;	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Le BIP et les financements extérieurs sont disponibles	Part de l'éducation de base dans le BIP et le C2D
Objectifs spécifiques : 1) Doter la commune d'infrastructures scolaires primaires et maternelles équipées en matériel didactique; 2) Faire le plaidoyer pour l'affectation du personnel enseignant; 3) Mettre en place des mesures stimulantes pour la scolarisation des jeunes et des Pygmées	- Taux de croissance de l'offre scolaire ; - Taux d'augmentation du personnel enseignant exerçant dans la commune ; - Taux de fréquentation des pygmées	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Plan d'action de l'administration concernée (MINEDUB)	Programmes et chronogramme d'activités
Résultats attendus : 1) Améliorer l'offre en éducation de base ; 2) Augmenter le nombre d'instituteurs et de maitres de parents ; 3) Augmenter le taux de scolarisation des plus jeunes et des pygmées	- Nombre de salles de classes construites ou réhabilitées, et nombre d'écoles créées ; - Nombre d'enseignants affectés ; - Taux de scolarisation des jeunes et des pygmées	- Enquête INS, - ECAM - Rapport de fin d'année de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base sectoriel - Rapport de la commune	Appliquer le PDPP	Nombre de jeunes pygmées scolarisés
Activités principales :			Cadre estimatif des couts	
1.1. Réhabiliter 13 salles de classes dans les EP de Bayong IV (02), Paki (01), Goumbégéron (02), Bent (01), Mampang (02), Bonando (01), Petit Bago (01), Mbama (02) et Doumé (01) ;	1.7. Construire 08 blocs latrines dans les EP de Bayong IV, Oulemendamba, Djende II, Bonando, Motcheboum, Nkoum, Mampang et Doumé ;		Libellés	Montants
1.2. Construire 111 salles de classes dans les écoles primaires de la commune ;	1.8. Construire 26 clôtures dans les écoles maternelles et primaires dans la commune ;		Total investissement	4 302 115 000
1.3. Construction de 07 écoles maternelles à Paki, Djaglassi, Kempong, Bent, Ambaka, Bonando (campement Baka) et Bayong IV ;	1.9. Octroyer 27 bacs à ordures dans les écoles maternelles et primaires dans la commune ;		Total Fonctionnement	100 000 000
1.4. Construire 01 école primaire bilingue et 01 école maternelle bilingue à Doumé-centre ;	2.1. Faire le plaidoyer pour l'affectation de 64 enseignants ;		Imprévus	215 105 750
1.5. Equiper les écoles primaires et maternelles en 741 tables bancs ;	2.2. Construire 163 logements d'astreinte pour les enseignants ;		Total estimatif	4 617 220 750
1.6. Construire 16 points d'eau potable dans les écoles qui n'en sont pas pourvues ;	3.1. Appliquer la gratuité de l'école primaire pour les enfants vulnérables et les pygmées			
	3.2. Construire et équiper 01 bibliothèque municipale			

SECTEUR 8 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE					
Problème du secteur : Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire					
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes	
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement secondaire	- Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation) ; - Taux Brut de scolarisation (TBS) ; - Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; - Taux de couverture.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le BIP et les financements extérieurs sont prêts	Part de l'enseignement secondaire dans le BIP et le C2D	
Objectif sectoriel stratégique Augmenter l'offre et la qualité de la formation dans le système éducatif national	- Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation) ; - Taux Brut de scolarisation (TBS) ; - Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ;	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Le BIP et les financements extérieurs sont prêts	Part de l'enseignement secondaire dans le BIP et le C2D	
Objectifs spécifiques : 1) Doter la commune d'infrastructures scolaires primaires et maternelles équipées en matériel didactique; 2) Faire le plaidoyer pour l'affectation du personnel enseignant; 3) Mettre en place des mesures stimulantes pour la scolarisation des jeunes et des Pygmées	- Taux de croissance de l'offre scolaire ; - Taux d'augmentation du personnel enseignant exerçant dans la commune ; - Taux de fréquentation des pygmées	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Plan d'action de l'administration concernée (MINESEC)	Programmes et chronogramme d'activités	
Résultats attendus : 1) Améliorer l'offre en éducation de base ; 2) Augmenter le nombre d'instituteurs et de maitres de parents ; 3) Augmenter le taux de scolarisation des plus jeunes et des pygmées	- Nombre de salles de classes construites ou réhabilitées, et nombre d'écoles créées ; - Nombre d'enseignants affectés ; - Taux de scolarisation des jeunes et des pygmées	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Appliquer le PDPP	Nombre de jeunes pygmées scolarisés	
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts		
1.1. Réhabiliter 2 salles de au Lycée de Doumé ; 1.2. Construire 02 salles de classes au Lycée de Doumé ; 1.3. Construire les infrastructures du CETIC de Doumé sur son site définitif ; 1.4. Créer 04 CES à Paki, Mampang, Kempong et Bayong ; 1.5. Créer le Lycée technique de Doumé ; 1.6. Créer un un CES Bilingue à Doumé ; 1.7. Equiper les établissements d'enseignement secondaires en 25 tables bancs ;	1.8. Construire 02 points d'eau potables dans les écoles qui n'en sont pas pourvues ; 1.9. Construire 01 bloc latrines; 1.10. Construire des clôtures dans la quasi-totalité des établissements ; 1.11. Octroyer 02 bacs à ordures aux écoles I ; 2.1. Faire le plaidoyer pour l'affectation de 64 enseignants ; 2.2. Construire 31 logements d'astreinte pour les enseignants ; 3.1. Appliquer la gratuité de l'école pour les enfants vulnérables et les pygmées			Libellés	Montants
				Total investissement	1 343 000 000
				Total Fonctionnement	150 000 000
				Imprévus	67 150 000
				Total estimatif	1 560 150 000

SECTEUR 9 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR				
Problème du secteur : Absence de structures universitaires				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement supérieure	- % des étudiants dans les Universités publiques ; - Nombre de nouveau de nouveaux établissements universitaires privés créé ; - Indice de parité (fille /garçon) ;	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Le BIP et les financements extérieurs sont disponibles	Part de l'enseignement supérieur dans le BIP
Objectif sectoriel stratégique Augmenter l'offre et la qualité de la formation dans le système éducatif national	- % des étudiants dans les Universités publiques ; - Nombre de nouveaux établissements universitaires privés créés ; - Indice de parité (fille /garçon) ;	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Le BIP et les financements extérieurs sont disponibles	Part de l'enseignement supérieur dans le BIP
Objectifs spécifiques : Diversifier les Programmes d'assistance aux étudiants méritants et aux groupes vulnérables	- Budget de l'assistance aux étudiants	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Plan d'action de l'administration concernée (MINESUP)	Programmes et chronogramme d'activités
Résultats attendus : 1) Limiter l'arrêt des études et des déperditions scolaires ; 2) Encourager la scolarisation des jeunes filles	- Nombre de bourses octroyées aux filles dans les filières scientifiques et techniques ; - Nombre de bacheliers inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les étudiants	Nombre d'appuis déployés
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Offrir 50 bourses d'études de 100 000 fca par an à 100 étudiants de la commune ; 1.2. Créer des stages de vacances pour les étudiants au niveau de la mairie ; 1.3. Financer la recherche (thèses et mémoires) des étudiants originaires de la commune ; 2.1. Offrir des bourses aux filles dans les filières scientifiques			Libellés	Montants
			Total investissement	20 000 000
			Total Fonctionnement	10 000 000
			Imprévus	1 000 000
			Total estimatif	31 000 000

SECTEUR 10 : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE				
Problème du secteur : Chômage et faible formation professionnelle				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Promouvoir des emplois décents durables accroître l'employabilité de la population active par une formation professionnelle adaptée	- Nombre de structures de formation professionnelle créées et fonctionnelles sur l'ensemble du territoire ; - Nombre d'emplois créés ; - Taux de chômage.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Plan d'action de l'administration concernée (MINEFOP)	Programmes et chronogramme d'activités
Objectif sectoriel stratégique Améliorer l'offre et la qualité de la formation professionnelle	- Nombre de structures de formation professionnelle créées et fonctionnelles dans la commune ; - Nombre d'emplois créés ; - Taux de chômage.	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Le BIP et les financements extérieurs sont disponibles	Part de l'emploi et la formation professionnelle dans le BIP
Objectifs spécifiques : 1) Doter la commune d'infrastructures de formation professionnelle ; 2) Doter la SAR/SM en équipements de formation et matériel didactique ; 3) Recruter et Faire le plaidoyer pour l'affectation du personnel enseignant ; 4) Susciter l'intérêt des jeunes pour des formations professionnelles pour réduire le chômage ; 5) Mettre en place des mesures stimulantes des jeunes Pygmées pour la formation professionnelle	- Nombre de SAR/SM et de centres de formation professionnelle créés ; - Nombre de bâtiments et équipements disponibles à la SAR/SM de Doumé ; - Ratio élèves/enseignant - Taux de chômage ; - Nombre de pygmées formés	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Plan d'action de l'administration concernée (MINEFOP)	Programmes et chronogramme d'activités
Résultats attendus : 1) De nouvelles SAR/SM et centres de formation professionnelle créés dans la commune ; 2) La SAR/SM de Doumé reconstruite et équipée ; 3) Formateurs en nombre suffisant ; 4) Jeunes formés et utilisés ; 5) Pygmées aptes en formation professionnelle	- SAR/SM de Nkoum créée et fonctionnelle ; - Nombre de bâtiments et équipements disponibles à la SAR/SM de Doumé ; - Nombre de formateurs et d'enseignants recrutés ou affectés ; - Nombre de jeunes formés et employés ; - Nombre de pygmées formés et aptes	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Appliquer le PDPP	Nombre de jeunes pygmées formés et aptes
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Créer une SAR/SM à Nkoum ; 1.2. Créer des filières dans les domaines suivants : Mécanique, chaudronnerie, Froid et climatisation, Electricité TA, TQG ; 2.1. Construire 02 salles de classe à la SAR/SM de Doumé, 2.2. Equiper les ateliers de la SAR/SM de Doumé ;	3.1. Faire le plaidoyer et les démarches pour le recrutement et l'affectation de 10 formateurs et enseignants (Menuiserie, maçonnerie, TA, TQG) ; 3.2. Organisation et structuration du secteur informel ; 4.1. Créer des postes d'emploi dans la commune (ateliers) ; 4.2. Créer 01 centre de formation aux métiers agricoles et de transformation du bois ; 5.1. Encourager les jeunes pygmées à la formation professionnelle ; 5.2. Mise sur pied d'un plan communal de formation du personnel ;	Libellés		Montants
		Total investissement		211 000 000
		Total Fonctionnement		70 000 000
		Imprévus		10 550 000
		Total estimatif		291 550 000

SECTEUR 11 : JEUNESSE				
Problème du secteur : Manque d'emploi et oisiveté des jeunes				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DCSE) : Augmenter l'offre et la qualité de la formation et de l'encadrement des jeunes	Nombre de jeunes formés et encadrés	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les jeunes	Nombre d'appuis déployés
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'épanouissement des jeunes, leur insertion socio-économique et politique. Donner la chance aux jeunes d'apprendre un métier et d'accroître leurs chances d'insertion professionnelle	- taux de chômage - taux de scolarisation - niveau de professionnalisme des jeunes	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les jeunes	Nombre d'appuis déployés
Objectifs spécifiques : 1) Construire la Délégation d'Arrondissement de la Jeunesse 2) Construire le centre multifonctionnel promotion des jeunes de DOUME ; 3) Faciliter l'insertion socioprofessionnelle des jeunes ; 4) Accentuer la lutte contre les maux de jeunesse	- proportion de jeunes qui vont au bout de leur formation - Proportion des jeunes dans les formations qualifiantes et professionnalisantes; - taux de déperdition et de délinquance	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Plan d'action de l'administration concernée (MINJEUN)	Programmes et chronogramme d'activités
Résultats attendus : 1) Délégation d'Arrondissement de la Jeunesse construite et opérationnelle ; 2) Centre multifonctionnel construit et opérationnel ; 3) Jeunes qualifiés ; 4) Faible exposition des jeunes aux maux de la jeunesse et microprojets des jeunes financés	- Nombre de jeunes ayant accès au centre multifonctionnel ; - Nombre de jeunes qualifiés et professionnels ; - Moyens et méthodes déployés pour la lutte contre la délinquance et les déperditions	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les jeunes	Nombre d'appuis déployés
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Construction de la Délégation d'Arrondissement de la Jeunesse ; 2.1. Construction du Centre multifonctionnel des jeunes de Doumé ; 2.2. Achat des équipements et des fournitures (batterie de cuisine, unité de menuiserie, restauration, 10 ordinateurs, 10 machines à coudre et autres matériels) ; 2.3. Affectation de 03 cadres de jeunesse ; 2.4. Aménagement des aires de jeu sportives ;	3.1. Construction de 04 ateliers au CMPJ 3.2. Promotion des divers programmes du MINJEUN (PAJER-U, PNA, PIFMAS, SCNPD...) 3.3. Promotion de l'emploi décent ; 4.1. Construction et équipement d'une délégation de la jeunesse ; 4.2. Campagnes de sensibilisation sur la consommation des stupéfiants, la sexualité, les IST, le VIH/SIDA, le sport etc.	Libellés		Montants
		Total investissement		250 000 000
		Total Fonctionnement		100 000 000
		Imprévus		12 500 000
		Total estimatif		365 000 000

SECTEUR 12 : TRAVAUX PUBLICS				
Problème du secteur : Enclavement de certains villages				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Assurer la pérennité du patrimoine infrastructurel de l'Etat	Niveau de service (indicateur composite) par type d'infrastructures incluant ouvrages et services de gestion.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Plan d'action de l'administration concernée (MINTP)	Programmes et chronogramme d'activités
Objectif sectoriel stratégique Améliorer la qualité des infrastructures routières et ouvrage d'art pour faciliter le déplacement des personnes et des biens	-Proportion de la population ayant un accès facile à leur localité -Pourcentage des routes bitumées - Nombre de pistes agricoles refautilées	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Le BIP et les financements extérieurs sont disponibles	Part des travaux publics dans le BIP et le C2D
Objectifs spécifiques : 1) Entretien courant de la nationale N°15 ; 2) Construction et réhabilitation des ouvrages d'art (ponts et buses) ; 3) Entretien courant des routes rurales	- Etat d'entretien du tronçon de la nationale n° 15 entre Abong-Mbang – Doumé ; - Nombre de ponts et buses construits et réhabilités ; - Nombre de kilomètres de routes rurales entretenus	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Plan d'action de l'administration concernée (MINTP)	Programmes et chronogramme d'activités
Résultats attendus : 1) Route en bon état entre Abong-Mbang et Doumé ; 2) Voies d'accès non interrompues ; 3) Praticabilité des routes rurales et des pistes agricoles en toute saison	- Etat du bitume et des ouvrages d'art ; - Nombre de ponts et buses construits et réhabilités ; - Etat de praticabilité des routes non bitumées	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les appuis divers sont déployés pour l'entretien des routes	Nombre d'appuis déployés
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Entretien de la route nationale n° 15 ; 2.1. Construction du pont sur l'axe Bigotsa-Bayong ; 2.2. Canalisation des eaux au niveau des bourbiers des axes Doumé-Mbama, Loumbou-Kempong, Sibita-Mbala ; 2.3. Remblais du ravin sur l'axe Mampang-Ouama ; 2.4. Refautilage des axes Doumé-Bayong VII, Loumbou-Goumbégéron et Mampang-Ambaka 3.1. Entretien des pistes agricoles			Libellés	Montants
			Total investissement	100 000 000
			Total Fonctionnement	10 000 000
			Imprévus	5 000 000
			Total estimatif	115 000 000

SECTEUR 13 : AFFAIRES SOCIALES				
Problème du secteur :				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Promouvoir la solidarité nationale et résorber les décalages les plus flagrants entre les femmes et les hommes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale	- Taux d'implication et de réinsertion de chaque groupe de populations vulnérables ; - Indice de satisfaction de la réduction des discriminations envers certains groupes vulnérables, marginaux/marginalisés.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectif sectoriel stratégique l'amélioration des conditions de vie des catégories sociales défavorisées, victimes de discrimination et d'exclusion sociale.	- Proportion des couches vulnérables ayant accès aux formations, à l'éducation, au travail salarié, à la santé - Proportion des structures d'encadrement et de promotion spécialisées - Appui aux œuvres sociales - Variable vulnérabilité dans les projets et programmes	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs spécifiques : 1) Créer les structures d'encadrement et d'animation ; 2) Accroître les capacités financières des couches vulnérables ; 3) Promouvoir l'intégration sociale des personnes vulnérables/ lutter contre les discriminations faites à l'encontre des couches vulnérables	- Nombre de structures d'encadrement et d'animation créées ; - Nombre de crédits octroyés aux couches vulnérables ; - Nombre de personnes vulnérables intégrées	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Résultats attendus : 1) Meilleur encadrement et prise en charge des personnes vulnérables ; 2) Autonomisation financière des personnes vulnérables ; 3) Réinsertion sociale des personnes vulnérables	- Nombre de structures d'encadrement et d'animation créées ; - Nombre de crédits octroyés aux couches vulnérables ; - Nombre de personnes vulnérables intégrées	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Mise en place d'un programme d'alphabétisation adapté aux déficients visuel et mentaux instauré dans les villages ; 1.2. Construction d'01 centre d'écoute ; 1.3. Création d'unités spécialisées dans l'encadrement psychosocial des personnes handicapées ; 2.1. Octroi de micro crédits aux personnes handicapées ; 3.1. Organisation de 25 campagnes de sensibilisation et d'information ; 3.2. Plaidoyer pour le respect du pourcentage de personnes handicapées à intégrer dans le secteur public			Libellés	Montants
			Total investissement	100 000 000
			Total Fonctionnement	25 000 000
			Imprévu	5 000 000
			Total estimatif	130 000 000

SECTEUR 13 : AFFAIRES SOCIALES

Sous-secteur : Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP)

Hiérarchie des objectifs / Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateur Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses /risques (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Promouvoir la solidarité nationale et résorber les décalages les plus flagrants entre les femmes et les hommes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale	- Taux d'implication et de réinsertion de chaque groupe de populations vulnérables ; - Indice de satisfaction de la réduction des discriminations envers certains groupes vulnérables, marginaux/marginalisés.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs stratégiques Améliorer l'encadrement des pygmées	% de pygmées encadrés	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs spécifiques de la stratégie 1) Favoriser l'accès à la nationalité des pygmées ; 2) Promouvoir l'agriculture moderne ; 3) Promouvoir l'accès à un habitat décent ; 4) Promouvoir l'accès à l'éducation ; 5) Promouvoir l'accès à la santé 6) Promouvoir l'accès à la propriété foncière	- Nombre de CNI et Acte de naissance établis - Nombre de pygmées ayant bénéficié de la formation - Nombre de tôles et de sacs de ciments octroyés - Nombre de bourses octroyés - Nombre d'agriculteurs pygmées formés - Quantité du matériel moderne agricole octroyée - Nombre de GIC créée et de travaux groupés organisés - Quantité de médicaments octroyés - Nombre d'accoucheuses traditionnelles formé - Nombre de pygmées formé aux premiers soins d'infirmierie - Nombre de moustiquaires octroyés	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Résultats attendus de la stratégie : 1) L'accès aux pièces officielles ; 2) La pratique de l'agriculture moderne pour une production de qualité ; 3) L'habitat décent ; 4) La scolarisation des pygmées ; 5) L'accès aux soins de santé primaires ; 6) L'accès aux titres fonciers ; 7) L'accès à la RFA	- Nombre de CNI et Acte de naissance établis - Nombre de Baka ayant bénéficié de la formation - Nombre de tôles et de sacs de ciments octroyés - Nombre de bourses octroyés - Nombre d'agriculteurs Baka formés - Quantité du matériel moderne agricole octroyée - Nombre de GIC créée et de travaux groupés organisés - Quantité de médicaments octroyés - Nombre d'accoucheuses traditionnelles formé - Nombre de pygmées formé aux premiers soins d'infirmierie - Nombre de moustiquaires octroyés	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Activités principales		Cadre estimatif des coûts		
1.1. Organisation des campagnes d'identification et de recensement des naissances ; 1.2. Faire une cartographie exhaustive des villages baka de la commune pour éviter d'une part les omissions et d'autre part les doubles emplois ; 1.3. Officialisation des chefferies baka et recensement de chaque baka par rapport à sa chefferie locale ; 2.1. Création des champs communautaires en faveur des Baka, et encourager la possession des champs individuels ; 2.2. Programmation des activités en fonction des saisons ;	2.3. Création et organisation des GICs ; 2.4. Distribution du matériel et des intrants agricoles ; 3.1. Octroi de tôles, sacs de ciment ; 4.1. Construction 01 école primaire et maternelle à Bonando ; 5.1. Distribution de moustiquaires imprégnées ; 5.2. Formation des accoucheuses traditionnelles ; Formation en premiers soins d'infirmierie ; 6.1. Faciliter l'accès des baka aux titres fonciers ; 7.1. Redistribution de la RFA aux baka	Libellés	Montants	
		Total Investissement	22 000 000	
		Total fonctionnement	2 000 000	
		Imprévus	1 000 00	
		Total estimatif	25 000 000	

SECTEUR 14 : TOURISME							
Problème du secteur : Abandon de certains sites potentiellement touristiques							
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes			
Objectif supérieur (DSCE) Développer les produits touristiques camerounais pour faire du Cameroun une destination touristique	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de touristes internationaux par an (au moins 1000 000) ; - Nombre de touristes internes ; - Nombre de sites touristiques aménagés et normalisés ; - VA touristique / VA totale ; 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les populations, l'Etat et les tour-opérateurs appuient la promotion du tourisme	Nombre et type d'appuis			
Objectif sectoriel stratégique Faciliter la capitalisation des richesses environnantes pour impulser le développement de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion des sites touristiques aménagés et accessibles ; - Taux de fréquentation des sites touristiques ; - Reprise de l'activité de tourisme suite à la reprise économique 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune 	Les populations, l'Etat et les tour-opérateurs appuient la promotion du tourisme	Nombre et type d'appuis			
Objectifs spécifiques : 1) Identifier, aménager et entretenir les sites touristiques ; 2) Recruter et former des guides/pisteurs touristiques ; 3) Mettre sur pied un système informationnel de promotion du tourisme ; 4) Améliorer la qualité du service de l'hébergement	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de sites touristiques aménagés ; - Nombre de guides touristiques formés ; - Système informationnel de promotion mis sur pied ; - Qualité du service de l'hébergement 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune 	Les populations, l'Etat et les tour-opérateurs appuient la promotion du tourisme	Nombre et type d'appuis			
Résultats attendus : 1) Viabilisation des sites touristiques de la commune ; 2) Promotion des emplois touristiques ; 3) Vente de l'image de la commune ; 4) Augmenter la capacité d'accueil de la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de sites touristiques aménagés ; - Nombre de guides touristiques formés ; - Système informationnel de promotion mis sur pied ; - Qualité du service de l'hébergement 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune 	Les populations, l'Etat et les tour-opérateurs appuient la promotion du tourisme	Nombre et type d'appuis			
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts				
1.1. Identification des sites touristiques ; 1.2. Réhabiliter le fortin allemand de Doumé ; 1.3. Aménagement et sécurisation des sites identifiés ; 1.4. Séances collectives d'entretien des sites 1.5. Aménagement et entretien des voies d'accès ; 2.1. Recrutement et formation des guides et pisteurs touristiques ; 2.2. Organisation des personnes intervenant dans le secteur ;							
			3.1. Actualisation et promotion du site touristique de la commune ; 3.2. Création d'un répertoire des sites ; 3.3. Elaboration de la carte touristique de la commune ; 3.4. Création d'un office local de tourisme ; 4.1. Transformation de la Case de passage en Auberge municipale ;			Libellés	Montants
						Total investissement	140 000 000
						Total Fonctionnement	20 000 000
						Imprévus	7 000 000
			Total estimatif	167 000 000			

SECTEUR 15 : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT				
Problème du secteur : développement urbain et de l'habitat insuffisant				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Qualité de l'habitat ; degré de salubrité	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les populations, l'Etat et les bailleurs appuient la promotion de l'urbanisation	Nombre et type d'appuis
Objectif sectoriel stratégique Maîtriser le développement urbain, améliorer le cadre de vie et les conditions de vie des populations en milieu urbain	- Proportion d'entretien et de réhabilitation des infrastructures urbaines ; - Niveau de développement des infrastructures urbaines ; - Maîtrise de l'occupation du sol ; - Système d'assainissement urbain	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs appuient la promotion de l'urbanisation	Nombre et type d'appuis
Objectifs spécifiques : 1) Elaborer un plan directeur de la ville et créer un service technique à la commune ; 2) Poursuivre la construction des infrastructures urbaines ; 3) Maîtriser l'occupation des sols et l'habitat urbain ; 4) Augmenter le taux de la voirie urbaine et prévoir les différents types d'assainissement ; 5) Promouvoir les matériaux locaux	- Nombre d'infrastructures urbaines construites ; - Respect du plan d'urbanisation	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs appuient la promotion de l'urbanisation	Nombre et type d'appuis
Résultats attendus : 1) Créer un cadre de vie adapté à l'homme moderne ; 2) Réhabilitation voire augmentation de l'habitat ; 3) La modernisation de l'espace urbain de Doumé ; 4) Désenclavement des villages ; 5) Facilitation de la transformation de la matière première locale	- Nombre d'infrastructures urbaines construites ; - Respect du plan d'urbanisation ;	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs appuient la promotion de l'urbanisation	Nombre et type d'appuis
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Elaboration d'un plan directeur de la ville (voir dél. Dpp. Dvt. Urb. Et Hab.) avec la délimitation du périmètre urbain ;			Libellés	Montants
1.2. Création d'un service technique avec tous les documents de planification urbain ;			Total investissement	120 000 000
1.3. Recrutement d'un personnel en charge de l'assainissement urbain ;			Total Fonctionnement	30 000 000
2.1. Promotion de la construction avec les matériaux définitifs ;			Imprévus	6 000 000
2.2. Déguerpissement et recasement des habitants des zones sensibles (bords de la Doumé et marécages) ;				
2.3. Aménagement des toilettes publiques ;				
3.1. Mise aux normes des maisons aux bord de la Nationale n° 15 ;			Total estimatif	156 000 000
4.1. Appliquer le plan d'urbanisation de la commune ;				
5.1. promotion de l'utilisation des matériaux locaux				

SECTEUR 16 : EAU ET ENERGIE				
Problème du secteur : Difficultés d'accès à l'énergie électrique, à l'eau potable et aux produits pétroliers				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Stratégique Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures hydrauliques et énergétiques	% des ménages ayant accès à l'eau potable et à l'électrification	Présence des compteurs électriques dans les ménages	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectif sectoriel stratégique Améliorer l'offre en eau et en énergie des populations de la commune	% des ménages ayant accès à l'eau potable et à l'électrification	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs spécifiques : 1) Doter la commune d'infrastructures hydrauliques fonctionnelles dans tous les villages ; 2) Faire une extension du réseau électrique Basse Tension dans tous les villages	- Nombre de point d'eaux aménagés ; - Nombre de villages électrifiés	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Résultats attendus : 1) Augmentation des points d'eau potables ; 2) Electrification de tous les villages de la commune	- Nombre de point d'eaux aménagés ; - Nombre de villages électrifiés	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Réhabilitation des puits et forages de Mbama, Bayong, Ambaka, Paki, Kempong, Boumpial, Sibita, Doumé et Motchebourn ; 1.2. Construction de 41 forages et 70 puits ; 1.3. Aménagement de 17 sources 1.4. Lutte contre les maladies hydriques	2.1. Electrification des villages Mendim, Bayong, Ouama, Ambaka, Oulemendamba, Bent, Djamonmine, Grand Bago, Bigotsa, Petit Bago, Petit Sibita ; 2.1. Installation de 10 transformateurs, 490 poteaux, 23 km de moyenne tension et 62 km de basse tension	Libellés	Montants	
		Total investissement	716 500 000	
		Total Fonctionnement	100 000 000	
		Imprévus	35 825 000	
		Total estimatif	852 325 000	

SECTEUR 17 : MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE				
Problème du secteur : Méconnaissance du potentiel minéralogique de la commune				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectif sectoriel stratégique Assurer l'industrialisation a travers la transformation et la valorisation des matières 1eres locales et la promotion des exportations	- Volume des exportations -Taux de pénétration des Marchés -Taux par sexe (hommes-femmes) d'accroissement de chercheurs	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs spécifiques : 1) Promouvoir la création et le développement des entreprises dans la commune ; 2) Promouvoir le développement et la maîtrise des connaissances scientifiques et techniques dans le secteur de l'industrie et des services ; 3) Développer les prospections minières	- Nombre d'entreprises créées ; - Pourcentage de la population apte dans les secteurs scientifiques et industriels ; - Nombre de gisements découverts et exploités	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Résultats attendus : 1) Création des emplois pour les jeunes formés ; 2) Formation des jeunes ; 3) Mise à jour du potentiel minier de la commune	- Nombre d'entreprises créées ; - Pourcentage de la population apte dans les secteurs scientifiques et industriels ; - Nombre de gisements découverts et exploités	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Recherche des opérateurs économiques ; 1.2. Amélioration du climat des affaires ; 2.1. Création de centres de formation ; 3.1. Organisation des prospections minières ;			Libellés	Montants
			Total investissement	180 000 000
			Total Fonctionnement	20 000 000
			Imprévus	9 000 000
			Total estimatif	209 000 000

SECTEUR 18 : DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES				
Problème du secteur : Difficulté d'accès à la propriété foncière				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	<ul style="list-style-type: none"> - % de la population sensibilisée sur la sécurité foncière - Nombre de demandes de titre foncier initié ; - Nombre de permis de bâtir délivrés ; 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les populations respectent les directives et procédures du MINDAF	Respect des procédures d'immatriculation des terrains
Objectif sectoriel stratégique Faciliter sensiblement l'accès au titre foncier en vue de la réalisation d'un programme local de construction des bâtiments publics à usage de bureaux et de résidences	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de litiges fonciers - Planification de l'accès à la terre - Extension de l'immatriculation foncière - Niveau de mise en valeur des zones sensibles et marécageuses ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune 	Les populations respectent les directives et procédures du MINDAF	Respect des procédures d'immatriculation des terrains
Objectifs spécifiques : 1) Faire des lotissements préalables avant l'occupation des espaces ; 2) Réaliser le plan cadastral de la commune ; 3) Constituer des réserves foncières destinées au développement des projets d'intérêt général ; 4) Réaliser le plan de zonage de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de lotissements approuvés par l'Etat ; - Plan cadastral disponible ; - Présence de réserves foncières ; - Application du plan de zonage 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune 	Les populations respectent les directives et procédures du MINDAF	Respect des procédures d'immatriculation des terrains
Résultats attendus : 1) Occupation rationnelle des terres ; 2) Respect des normes et réglementation en matière de construction ; 3) Prévision à long terme des projets ; 4) Respect des normes d'urbanisation	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de lotissements approuvés par l'Etat ; - Plan cadastral disponible ; - Présence de réserves foncières ; - Application du plan de zonage 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune 	Les populations respectent les directives et procédures du MINDAF	Respect des procédures d'immatriculation des terrains
Activités principales :				Cadre estimatif des coûts
1.1.Aménagement d'01 lotissement de 150 lots du secteur primaire ; 1.2.Aménagement d'01 lotissement de 100 lots du secteur secondaire ; 2.1.Elaboration du plan cadastral de commune ; 3.1.Réalisation de l'étude topographique de la commune ; 4.1.Elaboration du plan de zonage			Libellés	Montants
			Total investissement	150 000 000
			Total Fonctionnement	42 500 000
			Imprévus	7 500 000
			Total estimatif	200 000 000

SECTEUR 19 : CULTURE				
Problème du secteur : Difficultés de transmission des valeurs culturelles				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'épanouissement des populations et préserver l'héritage socioculturel	- Nombre de manifestations culturelles organisées à travers la commune ; - Taux de transmission des valeurs culturelles	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs spécifiques : 1) Créer un cadre propice pour les manifestations culturelles ; 2) Mettre en place des méthodes de promotion de la culture locale	- Nombre de foyers et de cases communautaires construites, équipées et fonctionnelles ; - Pourcentage de jeunes maîtrisant les cultures locales	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Résultats attendus : 1) Augmentation du nombre de foyers et de cases communautaires ; 2) Promotion et préservation de la culture locale	- Nombre de foyers et de cases communautaires construites, équipées et fonctionnelles ; - Pourcentage de jeunes maîtrisant les cultures locales	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. construction et équipement de 09 cases communautaires à Mbama, Ouama, Ambaka, Oulemendamba, Motcheboum, Mampang, Djaglassi, Bigotsa et Petit Bonando ; 1.2. Réhabilitation de 05 cases communautaires ; 2.1. Mise sur pied une troupe de danse communale ; 2.2. Elaboration du répertoire des organisations à caractère culturel ; 2.3. Organisation de mini festivals ; 2.4. Organisation de séances de projection vidéo des films à caractère culturel			Libellés	Montants
			Total investissement	124 400 000
			Total Fonctionnement	6 000 000
			Imprévus	6 220 000
			Total estimatif	136 620 000

SECTEUR 20 : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT				
Problème du secteur : mauvaise connaissance du secteur dans la commune, atomisation des acteurs et prédominance de l'informel				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer l'environnement des affaires et la compétitivité des entreprises locales, des artisans et des organisations de l'économie sociale	Niveau de compétitivité des entreprises locales	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune ; Adhésion du public cible	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectif sectoriel stratégique Accroître la production et la productivité de l'économie / Financer la croissance et le développement / Promouvoir l'artisanat local et organiser l'Economie Sociale	-Proportion de l'appui aux PME ; -Accroissement de l'économie formelle en comparaison à l'économie informelle ; - Niveau du Produit Intérieur Brut ; -Taux de croissance réelle ; -Proportion de la population ayant mis en place des AGR et dont le niveau du revenu est amélioré	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune - Fichier des artisans, - Fichier des contribuables	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune ; Adhésion du public cible	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs spécifiques : 1) Diversifier et renforcer la mise en place des AGR ; 2) Améliorer la situation financière des populations ; 3) Faciliter l'obtention des moyens matériels et financiers aux promoteurs	- Nombre d'AGR mises en place ; - Proportion de l'augmentation des revenus des paysans ; - Nombre et types d'appuis offerts	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune - Fichier des artisans, - Fichier des contribuables	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune ; Adhésion du public cible	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Résultats attendus : 1) Plusieurs entreprises créées ; 2) Recul de l'extrême pauvreté ; 3) Appui et encadrement des petits entrepreneurs	- Nombre d'AGR mises en place ; - Proportion de l'augmentation des revenus des paysans ; - Nombre et types d'appuis offerts	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune - Fichier des artisans, - Fichier des contribuables	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune ; Adhésion du public cible	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Elaboration du fichier des entreprises de la commune ;			Libellés	Montants
1.2. Elaboration du fichier des artisans de la commune par village (si possible) ;			Total investissement	250 000 000
1.3. Construction d'un foyer artisanal, vitrine artisanale pour la commune ;			Total Fonctionnement	75 000 000
1.2. Octroi de micro-crédits pour la réalisation de microprojets ;			Imprévus	12 500 000
2.1. Création de 06 caisses villageoises à Bayong, Mbama, Ambaka, Paki, Loumbou et Doumé ;			Total estimatif	337 500 000
2.2. Mise en place de 06 magasins de transformation à Bayong, Mbama, Ambaka, Paki, Loumbou et Doumé ;				
2.3. Organisation d'au moins 02 foires-expo chaque année dans la commune ;				
3.1. Octroi de crédits à taux réduit (maximum 5%) aux entrepreneurs ;				
3.2. Mise en place d'un système de marketing et de promotion des produits locaux ;				
3.3. Soutenir la formation (en gestion et technique) des artisans				

SECTEUR 21 : FEMME ET FAMILLE				
Problème du secteur : Marginalisation de la femme et des enfants				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Promouvoir l'épanouissement de la cellule familiale et la participation communautaire et des droits civiques et politiques de la femme, faciliter la formation de la femme et de la jeune fille sur ses droits civiques et politiques et promouvoir l'approche genre dans toutes les activités et prises de décision	- Nombre des familles ayant reçu une bonne éducation sociale. - Niveau de sensibilité genre dans l'éducation familiale	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectif sectoriel stratégique Faciliter la formation des femmes aux techniques culturelles appropriées capables de réduire la pénibilité de leurs tâches et d'améliorer leur rendement et leur aptitude à commercialiser leur production permettre à la jeune fille de bénéficier des mêmes conditions d'accès à l'éducation, à l'emploi, au travail salarié.	-Niveau du Produit Intérieur Brut -Taux de croissance réel -Proportion des femmes ayant mis en place des AGR -Proportion des femmes le niveau du revenu est amélioré -Proportion des femmes impliquées dans les activités socio économiques - Proportion des jeunes filles aux enseignements universitaires et supérieurs ;	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs spécifiques : 1) Créer et construire les structures d'encadrement et d'animation des femmes (DAPROFF) ; 2) Accroître les capacités financières des femmes ; 3) Promouvoir l'intégration sociale des femmes ; 4) Lutter contre toutes formes de violences conjugales et familiales ; 5) Améliorer la scolarisation de la jeune fille	- Nombre de structures créées et opérationnelles ; - Degré d'autonomisation des femmes ; - Niveau d'implication des femmes dans le processus de prise de décisions ; - Sanctions à l'encontre des contrevenants	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Résultats attendus : 1) Création d'un cadre d'épanouissement de la femme ; 2) Autonomisation financière de la femme ; 3) Implication des femmes dans le processus de prise de décision ; 4) Epanouissement de la femme et de la famille ; 5) Augmentation du taux de scolarisation de la jeune fille	- Nombre de structures créées et opérationnelles ; - Degré d'autonomisation des femmes ; - Niveau d'implication des femmes dans le processus de prise de décisions ; - Sanctions à l'encontre des contrevenants	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Equipement du Centre de Promotion de la Femme et de la Famille de Doumé en ordinateurs, machines à coudre, lits etc.			Libellés	Montants
2.1. Financement des AGR des femmes ;			Total investissement	160 000 000
2.2. Création d'un EMF ;			Total Fonctionnement	30 000 000
2.3. Octroi de crédits ou d'appuis aux femmes dépositaires de micro-projets viables ;			Imprévus	8 000 000
3.1. Elaboration d'un cadre de dialogue et de concertation entre hommes et femmes ;				
4.1. Application des sanctions contre les coupables d'actes de violences ;				
4.2. Organisation des campagnes de sensibilisation ;				
4.3. Sensibilisation et organisation des mariages collectifs ;				
4.4. Appuis aux groupes de femmes ;				
5.1. octroi de bourses aux jeunes filles et mises en place de mesures incitatives			Total estimatif	198 000 000

SECTEUR 22 : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE				
Problème du secteur : Précarité de l'emploi et difficultés d'accès à la sécurité sociale				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Prémunir les populations des maux, fléaux et risques sociaux et promouvoir la sécurité sociale	- Taux d'augmentation du taux de couverture en matière de sécurité sociale ; - Taux d'accroissement de 90% de la sécurité sociale	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectif sectoriel stratégique Promouvoir la sécurité sociale pour tous pour une meilleure protection des populations contre les risques sociaux	- taux de couverture en sécurité sociale - niveau de prise en charge des risques sociaux - proportion de la population qui a accès au travail décent	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs spécifiques : 1) Promouvoir l'extension de la sécurité sociale pour tous ; 2) Faciliter l'accès à un travail décent chez les populations ; 3) Rapprocher les structures de la CNPS des populations	- Nombre de personnes ayant accès à la sécurité sociale ; - Nombre de ayant accès à un travail décent ; - Nombre de personnes affiliées à la CNPS	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Résultats attendus : 1) L'extension de la sécurité sociale pour tous ; 2) L'accès à un travail décent ; 3) L'affiliation à la CNPS des employés	- Nombre de personnes ayant accès à la sécurité sociale ; - Nombre de ayant accès à un travail décent ; - Nombre de personnes affiliées à la CNPS	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Accessibilité des cotisations sociales sur place; 2.1. Création d'un fonds d'appui aux paysans ; 2.2. Appui aux paysans actifs ; 2.3. Création d'une unité de facilitation de l'économie rurale ; 3.1. Intégration des petits entrepreneurs économiques locaux dans la liste de ses épargnants de la CNPS			Libellés	Montants
			Total investissement	30 000 000
			Total Fonctionnement	3 000 000
			Imprévus	1 500 000
			Total estimatif	34 500 000

SECTEUR 23 : SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE				
Problème du secteur : Faible pratique des activités sportives				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures sportives pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès aux infrastructures sportives	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'épanouissement des populations	-Nombre d'infrastructures sportives aménagées ; - Ratio des enseignants d'éducation physique – élève ; - Performances sportives des élèves ; - Diversité des sports promus	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs spécifiques : 1) Construire et réhabiliter les infrastructures de sport ; 2) Faciliter l'obtention du matériel de sport ; 3) Promouvoir le sport féminin	- Nombre d'aires de jeu aménagées ; - Quantité de matériel disponible ; - Taux de femmes pratiquant au moins une activité sportive	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Résultats attendus : 1) Construction d'aire de jeu pour les populations ; 2) Fourniture des sportifs en matériel de sport ; 3) Promotion du sport féminin	- Nombre d'aires de jeu aménagées ; - Quantité de matériel disponible ; - Taux de femmes pratiquant au moins une activité sportive	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Activités principales :			Cadre estimatif des couts	
1.1. Construction de 24 aires de jeu, soit 01aire de jeu dans chaque village ; 1.2. Construction d'01 gymnase à Doumé ; 1.3. Lobbying pour l'affectation de 05 encadreurs sportifs ; 2.1. Formation et équipement de 24 équipes de football ; 3.1. Sensibilisation des femmes sur les bienfaits des activités sportives ; 3.2. Constitution d'01 équipe de football féminin et d'01 équipe de handball municipales			Libellés	Montants
			Total investissement	100 000 000
			Total Fonctionnement	25 000 000
			Imprévus	5 000 000
			Total estimatif	130 000 000

SECTEUR 24 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS				
Problème du secteur : Faible accès aux résultats de la recherche scientifique				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie et des services	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'application des résultats de la recherche ; - Nombre d'entreprises innovantes créé - % des femmes développées en femmes et technologies innovantes - Taux d'amélioration de la productivité. 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la recherche	Nombre d'appui déployés
Objectif sectoriel stratégique Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'amélioration de la productivité. - Existence d'un Centre des technologies agro-alimentaire - Existence d'initiatives concluantes et a potentiel significatif en matière de production de biogaz - Quantité d'énergie produite par la technologie du solaire et d'autres sources d'énergie renouvelable 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune 	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la recherche	Nombre d'appui déployés
Objectifs spécifiques : 1) Créer un centre de promotion de la recherche en plantes médicinales ; 2) Créer un centre de recherche agronomique ; 3) Créer un centre de recherche géologique et minière	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité de transformation du Centre de promotion de la recherche en plantes médicinales ; - Capacité de production en semences améliorées du centre de recherche agronomique ; - Nombre de gisements miniers découverts 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune 	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la recherche	Nombre d'appui déployés
Résultats attendus : 1) Transformation et valorisation des plantes médicinales ; 2) Augmentation de la productivité agricole par les semences et plants améliorés ; 3) Mettre à jour le potentiel minier de la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité de transformation du Centre de promotion de la recherche en plantes médicinales ; - Capacité de production en semences améliorées du centre de recherche agronomique ; - Nombre de gisements miniers découverts 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune 	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la recherche	Nombre d'appui déployés
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Création d'une plate forme de collaboration entre médecine traditionnelle et chercheurs ; 1.2. Appui à la structuration des tradipraticiens en association de promotion des plantes médicinales ; 2.1. Création d'un centre de recherche en agronomie ; 2.2. Promotion des semences et plants améliorés ; 2.3. Création de champs semenciers ; 2.4. Appui à la structuration des agriculteurs en coopérative et réseaux ; 3.1. Création d'un centre de recherche géologique et minière ; 3.2. Plaidoyer pour l'autorisation de l'exploration minière artisanale			Libellés	Montants
			Total investissement	50 000 000
			Total Fonctionnement	20 000 000
			Imprévus	2 500 000
			Total estimatif	72 500 000

SECTEUR 25 : TRANSPORT				
Problème du secteur : Faible déplacement des personnes et des biens, dans les zones enclavées en particulier				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures de transport pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	-Proportion de la population ayant un accès facile à leur localité -Pourcentage de la population utilisant les tronçons routiers	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectif sectoriel stratégique Faciliter la circulation des biens et des personnes	-Nombre de kilomètre de route et de pistes entretenues -Nombre d'ouvrages d'art réhabilités ou réalisés - Coût du transport	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs spécifiques : 1) Construire la gare routière ; 2) Construire une station service	- Gare routière construite et fonctionnelle ; - Station service construite et fonctionnelle	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Résultats attendus : 1) Augmentation de la capacité d'accueil de la commune en termes de moyens de transports ; 2) Accès et réduction des coûts des produits pétroliers	- Nombre d'agences de voyage et de voitures de transport en commun présentes ; - Station service construite et fonctionnelle	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Lancement des travaux de la gare routière de Doumé (sur financement FEICOM) ; 1.2. Mise en place d'un comité de gestion de la gare routière ; 1.3. Achèvement des 20 toilettes publiques à la gare routière ; 1.4. Construction de l'auberge municipale ; 2.1. Construction de la station service de Doumé			Libellés	Montants
			Total investissement	220 000 000
			Total Fonctionnement	30 000 000
			Imprévus	11 000 000
			Total estimatif	261 000 000

SECTEUR 26 : POSTES ET TELECOMMUNICATION				
Problème du secteur : Insuffisance de couverture des réseaux de communication et faible utilisation des services postaux				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DSCE) : Développer les infrastructures de communication et de télécommunication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectif sectoriel stratégique maîtriser les coûts de production des produits et services et partant, réduire sensible les tarifs, généraliser l'utilisation des TIC	-Taux d'utilisation des infrastructures des télécom par sexe ; -% du budget alloué à la consommation des moyens de Télécoms/TIC ; -Taux de pénétration fixe et mobile ; -Taux de couverture des services postaux ; -Part de l'activité postale et des TIC dans le PIB	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs spécifiques : 1) Booster le développement économique et social de la commune par les TIC ; 2) Permettre aux services postaux de remplir pleinement leur mission de service public ; 3) Porter la télé densité fixe et mobile respectivement à 30% et à 50% à l'horizon 2025	-Taux d'utilisation des infrastructures des télécom par sexe ; -% du budget alloué à la consommation des moyens de Télécoms/TIC ; -Taux de pénétration fixe et mobile ; -Taux de couverture des services postaux ; -Part de l'activité postale et des TIC dans le PIB	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Résultats attendus : 1) Optimisation de l'usage des TIC ; 2) Accès aux services postaux ; 3) Amélioration de l'offre en téléphonie fixe et mobile à 80%	-Taux d'utilisation des infrastructures des télécom par sexe ; -% du budget alloué à la consommation des moyens de Télécoms/TIC ; -Taux de pénétration fixe et mobile ; -Taux de couverture des services postaux ; -Part de l'activité postale et des TIC dans le PIB	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Activités principales :	Cadre estimatif des coûts			
1.1. Equipement du centre multimédia de Doumé ; 1.2. Formation des jeunes sur les TIC ; 1.3. Augmentation de la capacité de formation en informatique du Centre de Promotion de la Femme et de la Famille de Doumé ; 1.4. Equipement des salles d'informatique des établissements d'enseignement secondaire publics construits dans la commune (Lycée de Doumé, CETIC de Doumé, CES de Motcheboum, SAR/SM de Doumé) ; 2.1. Campagne de promotion de la poste de Doumé (boîtes postales, transfert d'argent MELO...) 3.1. Installation des antennes relais MTN et Orange ; 3.2. Fourniture du réseau CAMTEL dans la commune	Libellés		Montants	
	Total investissement		300 000 000	
	Total Fonctionnement		50 000 000	
	Imprévus		15 000 000	
	Total estimatif		365 000 000	

SECTEUR 27 : Administration territoriale, Décentralisation et Maintien de l'ordre					
Problème du secteur : Insécurité et diminution de l'autorité des chefs					
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes	
Objectif supérieur (DSCE) Réduire les écarts entre riches et les pauvres par l'amélioration de la distribution des retombées de la croissance économique	Les citoyens sont satisfaits des prestations des institutions	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la recherche	Nombre d'appui déployés	
Objectif sectoriel stratégique Poursuivre la modernisation de l'administration publique et en faire un instrument au service du développement	- Baisse du grand banditisme - Conduite à terme du processus de transfert des compétences et des ressources aux CTD - Capacités renforcées des élus et techniciens locaux des CTD - Rôle économique des CTD renforcé	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la recherche	Nombre d'appui déployés	
Objectifs spécifiques : 1) Augmenter les effectifs des FMO 2) Poursuivre l'opérationnalisation de la décentralisation ; 2) Sensibiliser les citoyens sur leurs droits et devoirs ; 3) Mettre en place des moyens pour rendre efficace l'administration territoriale	- Baisse du grand banditisme - Conduite à terme du processus de transfert des compétences et des ressources aux CTD - Capacités renforcées des élus et techniciens locaux des CTD - Rôle économique des CTD renforcé	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la recherche	Nombre d'appui déployés	
Résultats attendus : 1) Effectivité du transfert des compétences ; 2) Respect des droits et devoirs des citoyens ; 3) Renforcement des capacités des autorités communales et traditionnelles	- Baisse du grand banditisme - Conduite à terme du processus de transfert des compétences et des ressources aux CTD - Capacités renforcées des élus et techniciens locaux des CTD - Rôle économique des CTD renforcé	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la recherche	Nombre d'appui déployés	
Activités principales :				Cadre estimatif des coûts	
1.1. Plaidoyer pour le renforcement des effectifs dans les unités de la police et de la gendarmerie ; 1.2. Plaidoyer pour la dotation de la brigade de gendarmerie en équipements ; 1.3. Construction d'une prison aux normes à Doumé ; 2.1. Sensibilisation des citoyens sur leurs droits et obligations ; 2.2. Accent sur les cours d'ECM dans les établissements scolaires ; 3.1. Renforcement de l'autorité de certains chefs de village (Boumpial, Bent, Mbama, Loumbou) ; 3.2. Campagnes de sensibilisation et formation sur les valeurs de la décentralisation				Libellés	Montants
				Total investissement	50 000 000
				Total Fonctionnement	20 000 000
				Imprévus	2 500 000
				Total estimatif	72 500 000

SECTEUR 27 : Administration territoriale, Décentralisation et Maintien de l'ordre				
Sous secteur : Administration municipale(Problèmes et action tirés du DIC)				
Problème du secteur :				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif supérieur (DSCE) Réduire les écarts entre riches et les pauvres par l'amélioration de la distribution des retombées de la croissance économique	Les citoyens sont satisfaits des prestations des institutions	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectif sectoriel stratégique	Les citoyens sont satisfaits des prestations des institutions	- Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs spécifiques : 1) Mieux gérer les ressources humaines de la Commune 2) Mieux gérer les ressources financières Communale 3) Mieux gérer le patrimoine Communal 4) Mieux gérer les partenaires de la Commune	- Fichier du personnel et organigramme ; - Budget Prévisionnel et Compte Administratif ; - Sommier des bâtiments et du patrimoine de la commune ; - Fichier des partenaires de la commune	- Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Résultats attendus : 1) Meilleure gestion des personnels de la commune ; 2) Meilleure gestion des ressources financières de la commune ; 3) Meilleure gestion du patrimoine de la commune ; 4) Meilleure gestion des relations de la commune	- Fichier du personnel et organigramme ; - Budget Prévisionnel et Compte Administratif ; - Sommier des bâtiments et du patrimoine de la commune ; - Fichier des partenaires de la commune	- Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Activités principales :			Cadre estimatif des coûts	
1.1. Elaboration d'un plan de carrière ; 1.2. Recrutement d'un personnel qualifié pour rajeunissement de l'effectif ; 1.3. Organisation des séances de formation en gestion des ressources de la commune ; 1.4. Recyclage du personnel ; 1.5. Implication effective des adjoints et du conseil municipal dans la gestion des affaires courantes de la commune ; 2.1. Recrutement et formation des agents de recouvrement ; 2.2. Mise sur pied d'un système de recouvrement ; 2.3. Informatisation du système de gestion ; 2.4. Exploitation du fichier des contribuables de la commune ; 3.1. Création d'une fourrière et d'un garage municipaux ; 3.2. Immatriculation des terrains abritant le patrimoine communal ; 4.1. Diversification des partenaires ; 4.2. Exploitation maximale des potentialités offertes par les partenaires			Libellés	Montants
			Total investissement	50 000 000
			Total Fonctionnement	17 500 000
			Imprévus	2 500 000
			Total estimatif	70 000 000

SECTEUR 28 : Communication				
Problème du secteur : Difficulté d'accès aux informations				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
Objectif Supérieure (DCSE) Développer les infrastructures de communication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant l'accès facile à l'information	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectif sectoriel stratégique Faciliter l'accès à l'information	- % de la population ayant l'accès facile à l'information	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Objectifs spécifiques : 1) Améliorer la réception des chaînes radio et télé ; 2) Faciliter l'accès à l'information	- % de la population ayant l'accès facile à l'information ; - Capacité de réception de la radio et la télévision	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Résultats attendus : 1) Amélioration de la qualité de l'image et de l'écoute de la radio ; 2) Accès à temps aux informations	- % de la population ayant l'accès facile à l'information ; - Capacité de réception de la radio et la télévision	- Enquête INS, - ECAM - Rapport sectoriel - Rapport de la commune	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
Activités principales :				Cadre estimatif des coûts
1.1. Installation des antennes relais ;				Libellés
2.1. Création d'une radio communautaire ;				Montants
2.2. Réinstallation de la connexion internet au centre multimédia de Doumé ;				Total investissement
2.3. Susciter la création des « club journal » dans les établissements scolaires ;				80 000 000
2.4. Installation d'un kiosque à journaux à Doumé ;				Total Fonctionnement
2.5. Activer la remontée des informations multiformes de la commune vers la délégation départementale				20 000 000
				Imprévus
				4 000 000
				Total estimatif
				104 000 000

4.3. Coût estimatif du PCD

N°	SECTEUR		COUT ESTIMATIF
1	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL		165 400 000
2	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES		446 100 000
3	SANTE PUBLIQUE		530 056 000
4	EDUCATION DE BASE		4 617 220 750
5	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES		1 560 150 000
6	TRAVAUX PUBLICS		115 000 000
7	JEUNESSE		365 000 000
8	ENERGIE ET EAU	EAU	678 000 000
		ENERGIE	174 325 000
9	AFFAIRES SOCIALES		130 000 000
		PDPP	25 000 000
10	FEMME ET FAMILLE		198 000 000
11	CULTURE		136 620 000
12	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT		337 500 000
13	MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE		209 000 000
14	TOURISME		167 000 000
15	DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES		200 00 000
16	COMMERCE		391 175 000
17	TRANSPORT		261 000 000
18	POSTES ET TELECOMMUNICATION		365 000 000
19	ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE		142 500 000
20	FORET ET FAUNE		127 205 000
21	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE		50 025 000
22	DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE L'HABITAT		156 000 000
23	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE		291 550 000
24	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE		34 550 000
25	SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE		130 000 000
26	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION		72 500 000
27	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		31 000 000
28	COMMUNICATION		104 000 000
COUT ESTIMATIF TOTAL			12 095 876 750

4.4. Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

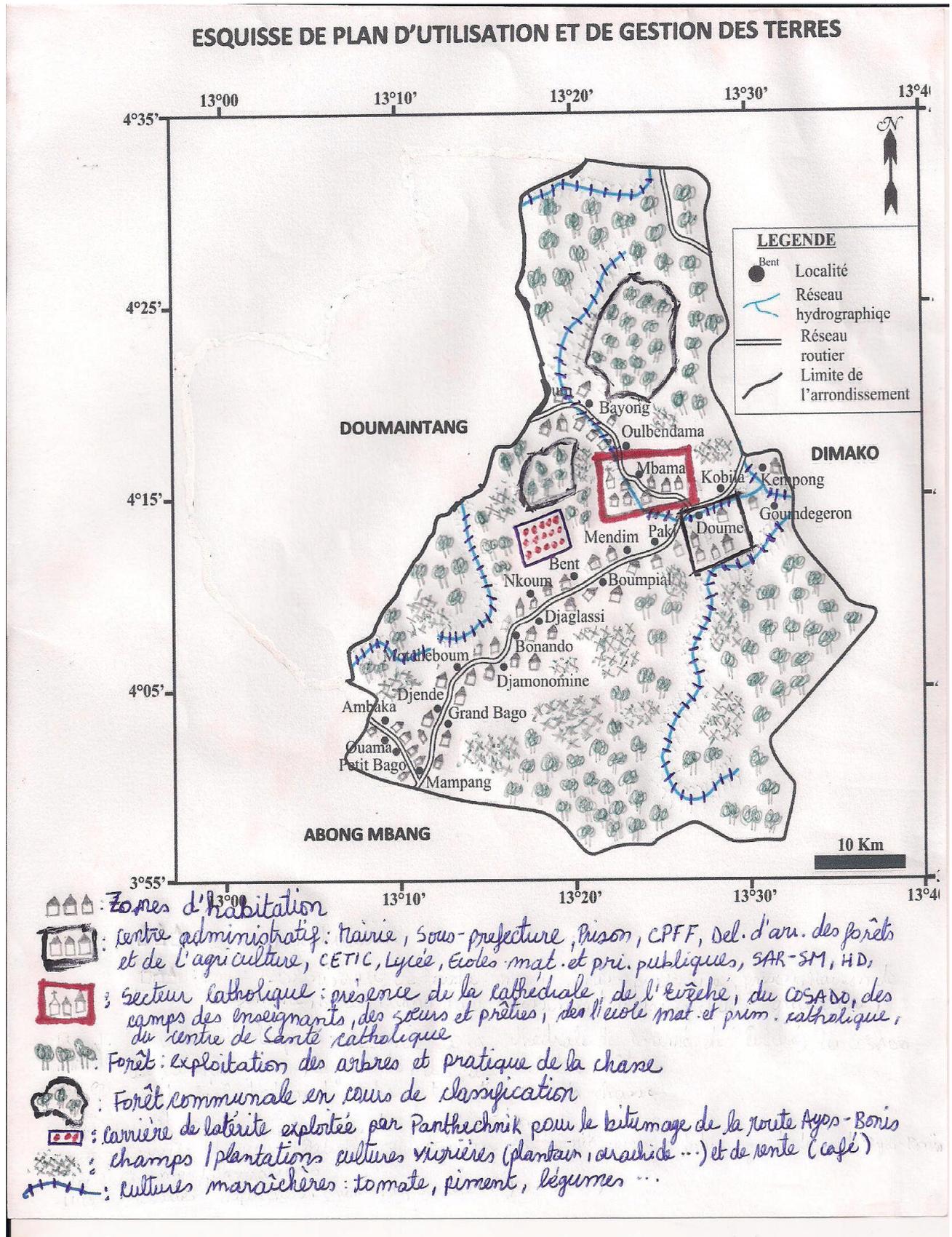
Il est judicieux de rappeler que le secteur agro-sylvo-pastoral est l'épine dorsale de l'économie camerounaise. En même temps, la pauvreté est plus prononcée en milieu rural, principalement chez les petits exploitants qui dépendent presque entièrement des activités liées à la terre pour vivre. Pourtant au fil des ans, ces terres se dégradent de plus en plus en raison de la pression exercée sur elles par une population sans cesse en augmentation.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement du Cameroun avec l'appui de ses partenaires au développement (GEF et Banque Mondiale), a mis en place dans le cadre du Programme National de Développement Participatif (PNDP) un Projet de Gestion Durable des Terres (PGDT) et des systèmes agro-sylvo-pastoraux. Ce projet entend amener les Communes et les Communautés locales à contribuer à la réduction de la dégradation des terres à travers l'adoption des meilleures techniques de gestion durable des terres et le développement par elles, des capacités appropriées, des outils et des mécanismes y relatifs.

La commune de Doumé en ce qui concerne ce domaine, étant donné son caractère essentiellement agricole, peut s'appuyer sur ses terres arables et ses bas-fonds, qui sont par essence propices à cette activité. Les espaces exploités par les sociétés forestières et dont l'accès est interdit aux populations pour l'agriculture, devront faire l'objet d'un respect des normes de l'exploitation forestière surtout pour ce qui est du reboisement, afin de ne pas faire perdre à l'espace communal son futur pourvoyeur de moyens.

DRAFT

CARTE 7 : Utilisation de l'espace communal



5. PROGRAMMATION

5.1. Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) des Projets Prioritaires

Le tableau ci-dessous présente le Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) des Projets Prioritaires de Doumé.

Secteur	Activités principales	Activités secondaires	Indicateurs	Ressources financières (Fcf)			Périodes			Localisations/Observations
				Part de la Commune	Partenaires	Total	A1	A2	A3	
EDUCATION DE BASE	Construction 04 salles de classe	Localisation des sites	Sites identifiés	//	36 000 000	36 000 000				EP Mampang, EP de Bayong IV
		Passation du marché	Marché attribué							
		Construction des bâtiments	Bâtiment construit							
		Equiperment des classes	Salles équipées							
	Construction bloc maternelle	Localisation du site	Site identifié	//	25 000 000	25 000 000				EM de Doumé Centre
		Passation du marché	Marché attribué							
		Construction du bâtiment	Bloc construit							
		Equiperment du bâtiment	Bloc équipé							
	Réhabilitation 04 salles de classes	Identification des salles	Salles identifiées	//	18 000 000	18 000 000				EP Boumpial
		Passation du marché	Marché attribué							
		Réhabilitation	Salles réhabilitées							
	Construction de 02 blocs latrines	Localisation des sites	Site identifié	//	7 000 000	7 000 000				EP Boumpial, EP Doumé centre
		Passation du marché	Marché attribué							
		Construction des blocs	Blocs construits							
Construction 04 salles de classe	Localisation des sites	Sites identifiés	2 800 000	25 200 000	28 000 000				EP Ambaka, EP Kobilá	
	Passation de marché	Marché attribué								
	Construction des bâtiments	Bâtiment construit								
	Equiperment des classes	Salles équipées								
Equiperment en 261 tables-bancs	Identification des écoles	Ecoles identifiées	365 000	3 550 000	3 915 000				EP Goumgéreron (30), EP	
	Passation du marché	Marché attribué								

Secteur	Activités principales	Activités secondaires	Indicateurs	Ressources financières (Fcfa)			Périodes			Localisations/Observations
				Part de la Commune	Partenaires	Total	A1	A2	A3	
										Oulemendamba (30), EP mampang (30), EP Djende II (40), EP Bonando (40), EP Djaglassi (30), EP Doumé Bilingue (30), EP Doumé I (31)
	Construction 06 salles de classe	Localisation des sites	Sites identifiés							EP Kobilá (02), EP de Sibita (02), EP Djende II (02)
		Passation du marché	Marché attribué							
		Construction des bâtiments	Bâtiment construit	//	54 000 000	54 000 000				
		Equipement des classes	Salles équipées							
	Construction bloc maternelle	Localisation du site	Site identifié							EM Motcheboum
		Passation du marché	Marché attribué							
		Construction du bâtiment	Bloc construit	//	25 000 000	25 000 000				
		Equipement du bâtiment	Bloc équipé							
	Réhabilitation 04 salles de classes	Identification des salles	Salles identifiées							EP Motcheboum
		Passation du marché	Marché attribué	//	18 000 000	18 000 000				
		Réhabilitation	Salles réhabilitées							
	Construction de 02 blocs latrines	Localisation des sites	Site identifié							EP Loumbou, EP Motcheboum
		Passation du marché	Marché attribué	//	7 000 000	7 000 000				
		Construction des blocs	Blocs construits							
	Equipement en 100 tables-bancs	Identification des écoles	Ecoles identifiées	//	1 800 000	1 800 000				EP Mbama 5
		Passation du marché	Marché attribué							

Secteur	Activités principales	Activités secondaires	Indicateurs	Ressources financières (Fcf)			Périodes			Localisations/Observations
				Part de la Commune	Partenaires	Total	A1	A2	A3	
	Construction IAEB	Identification du site	Site identifié	//	30 000 000	30 000 000				Doumé
		Passation du marché	Marché attribué							
		Construction de la délégation	Délégation construite							
	Equipement IAEB	Passation du marché	Marché attribué	//	15 000 000	15 000 000				Doumé
	Construction 08 salles de classe	Localisation des sites	Sites identifiés	//	72 000 000	72 000 000				EP Mendim, EP Bayong IV, EP Kobila, EP Mbama 2
		Passation du marché	Marché attribué							
		Construction des bâtiments	Bâtiment construit							
		Equipement des classes	Salles équipées							
	Construction 01 bloc maternelle	Localisation du site	Site identifié	//	25 000 000	25 000 000				EM Nkoum
		Passation du marché	Marché attribué							
		Construction du bâtiment	Bloc construit							
		Equipement du bâtiment	Bloc équipé							
	Construction de 03 blocs latrines	Localisation des sites	Site identifié	//	10 500 000	10 500 000				EP Oulemendamba, EP Motcheboum, EP Djende II
		Passation du marché	Marché attribué							
		Construction des blocs	Blocs construits							
	Equipement en 100 tables-bancs	Identification des écoles	Ecoles identifiées	//	1 800 000	1 800 000				EP Oulemendamba
		Passation du marché	Marché attribué							
	Construction 10 salles de classe	Localisation des sites	Sites identifiés	90 000 000	//	90 000 000				EP Bonando, EP Loumbou, EP Djanglassi, EP Goumbégéron, EP Doumé Bilingue
		Passation du marché	Marché attribué							
		Construction des bâtiments	Bâtiment construit							
		Equipement des classes	Salles équipées							
	Construction de	Localisation des sites	Site identifié	14 000 000	//	14 000 000				EP

Secteur	Activités principales	Activités secondaires	Indicateurs	Ressources financières (Fcf)			Périodes			Localisations/Observations
				Part de la Commune	Partenaires	Total	A1	A2	A3	
	04 blocs latrines	Passation du marché	Marché attribué							Goumbégéron, EP Bonando, EP Djaglassi, EP Doumé I
		Construction des blocs	Blocs construits							
	Equipement en 200 tables-bancs	Identification des écoles	Ecoles identifiées							EP Petit Bago (50), EP Mampang (50), EP Boumpial (50), EP Doumé bilingue (50)
		Passation du marché	Marché attribué	3 600 000	//	3 600 000				
ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Construction 01 salle informatique	Construction de la salle	Salle construite							Lycée de Doumé
		Equipement de la salle	Salle équipée	//	18 000 000	18 000 000				
	Réhabilitation 02 salles de classes	Identification des salles	Salles identifiées							Lycée de Doumé
		Passation du marché	Marché attribué	//	9 000 000	9 000 000				
	Construction 01 salle informatique	Construction de la salle	Salle construite							CES Motcheboum
		Equipement de la salle	Salle équipée	//	18 000 000	18 000 000				
	Equipement en 100 tables-bancs	Identification des écoles	Ecoles identifiées							CETIC de Doumé
		Passation du marché	Marché attribué	//	1 800 000	1 800 000				
	Construction 02 salles de classe	Localisation des sites	Sites identifiés							CETIC de Doumé
		Passation du marché	Marché attribué							
		Construction des bâtiments	Bâtiment construit	//	18 000 000	18 000 000				
	Construction 01 bloc administratif	Equipement des classes	Salles équipées							CETIC de Doumé
		Localisation du site	Site identifié							
Passation du marché		Marché attribué	//	30 000 000	30 000 000					
		Construction du	Bâtiment							

Secteur	Activités principales	Activités secondaires	Indicateurs	Ressources financières (Fcf)			Périodes			Localisations/Observations
				Part de la Commune	Partenaires	Total	A1	A2	A3	
		bâtiment	construit							
		Equipement du bloc	Bloc équipé							
	Equipement en 100 tables-bancs	Identification des écoles	Ecoles identifiées	//	1 800 000	1 800 000				CES Motcheboum
		Passation du marché	Marché attribué							
	Equipement en 100 tables-bancs	Identification des écoles	Ecoles identifiées	1 800 000	//	1 800 000				Lycée de Doumé
		Passation du marché	Marché attribué							
HYDRAULIQUE	Réhabilitation de 17 puits et forages	Identification des points d'eau endommagés	Points d'eau identifiés							Mbama (05), Bayong IV (01), Ambaka (01), Paki (01), Kempong (01), Boumpial (02), Djaglassi (01), Sibita (01), Motcheboum (01), Doumé (03)
		Passation du marché	Marché attribué							
	Réhabilitation	Points d'eau réhabilités	//	21 000 000	21 000 000					
	Construction de 03 forages	Identification des sites	Sites identifiés							
		Passation du marché	Marché attribué	//	24 000 000	24 000 000				
		Construction forages	Forages construits							
	Construction 07 puits	Identification des sites	Sites identifiés							
		Passation du marché	Marché attribué							
		Construction puits	Puits construits	1 750 000	33 250 000	35 000 000				

Secteur	Activités principales	Activités secondaires	Indicateurs	Ressources financières (Fcfa)			Périodes			Localisations/Observations
				Part de la Commune	Partenaires	Total	A1	A2	A3	
	Construction 05 puits	Identification des sites	Sites identifiés	40 000 000	//	40 000 000				Bigotsa, Doumé (02), Ouama (01), Ambaka (01), Motchebom (01)
		Passation du marché	Marché attribué							
		Construction puits	Puits construits							
	Aménagement de 03 sources	Identification des sites	Sites identifiés	3 000 000	//	3 000 000				Mampang, Paki, Djamonimine
		Passation du marché	Marché attribué							
		Construction puits	Puits construits							
TRAVAUX PUBLICS	Construction d'une gare à Doumé	Construction gare routière	Gare routière construite	//	150 000 000	150 000 000				Doumé
AGRICULTURE	Création d'une rizière de 2 700 ha	Identification du site	Site identifié	//	300 000 000	300 000 000				Doumé
		Aménagement du site	Site aménagé							
		Production du riz	Nombre de tonnes produit							
		Commercialisation	Carnet de vente							
TRAVAUX PUBLICS	Refaufilage de l'axe DouméBayong VII	Passation du marché	Marché attribué	10 000 000	//	10 000 000				Doumé - Bayong
		Refaufilage de la route	Route praticable							
	Refaufilage de l'axe mamapng – Ambaka	Passation du marché	Marché attribué	5 000 000	//	5 000 000				Mampang - Ambaka
		Refaufilage de la route	Route praticable							
	Refaufilage de l'axe Loumbou – Goumbégéron	Passation du marché	Marché attribué	5 000 000	//	5 000 000				Loumbou - Goumbégéron
		Refaufilage de la route	Route praticable							
Refaufilage des pistes agricoles	Passation du marché	Marché attribué	10 000 000	//	10 000 000				Toute la commune	
	Refaufilage de la route	Route praticable								
TOTAL				187 315 000	999 700 000	1 187 015 000				

5.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

Le cadre sommaire de gestion environnementale du programme d'investissement triennal ou CDMT de la commune de Doumé, comprend :

- Les principaux impacts potentiels et les mesures envisageables ;
- Le plan de gestion environnementale et sociale.

5.2.1. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels

➤ Impacts environnementaux

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)
Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base : <ul style="list-style-type: none"> - Construction des salles de classe ; - Construction des magasins de stockage ; - Construction de latrines ; - Construction d'une gare routière ; - Création d'une rizière ; - Construction bloc administratif CETIC de Doumé ; - Construction salle informatique lycée de Doumé ; - Construction IAEB Doumé ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement des bas-fonds 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'érosion des sols ; - Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) ; - Risques de déplacement involontaires et de réinstallation 	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus des populations locales (main d'œuvre) 	<ul style="list-style-type: none"> -Risques de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs ; - Risques de conflits sur le choix du site -Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; -Risques de conflits au sein des bénéficiaires du micro projet ; -Risques de marginalisation des populations vulnérables

<ul style="list-style-type: none"> - Construction et réhabilitation de puits et de forages modernes et aménagement des sources ; - Equipement en tables-blancs 				
<p>Microprojets hydrauliques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction des puits modernes ; - Construction de forages - Aménagement des sources 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public - Diminution de la pression 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'érosion des sols ; - Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) - Risques d'envasement et de stagnation des eaux 	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) ; - Diminution des maladies hydriques ; Facilitation de l'accès à l'eau potable 	<ul style="list-style-type: none"> -Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques d'intoxication dû au mauvais dosage du clore ; - Risques de mauvaises manipulations des ouvrages ; - Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet ; Risques de marginalisation des populations vulnérables
<p>Microprojets structurants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Refautilage des pistes rurales ; - Extension du réseau électrique 	<ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'incendie ; - Risques d'érosion des sols ; -Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) ; Amélioration de l'accès 	<ul style="list-style-type: none"> Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; -Risques d'augmentation de la prévalence du VIH /SIDA et autres maladies ; - Risques de marginalisation des populations

		<ul style="list-style-type: none"> - Risques de braconnage ; - Risques d'embourbements 	<ul style="list-style-type: none"> à l'énergie ; - Désenclavement des localités et développement des activités socio économiques 	<ul style="list-style-type: none"> vulnérables ; -Risque d'intensification du braconnage ; Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents de circulation) ; Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ; - Risques d'incendies
<p>Microprojets de gestion des ressources naturelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Classement de la forêt communale 	<ul style="list-style-type: none"> -Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public - Conservation de la biodiversité ; - Diminution de la pression sur les ressources 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'érosion des sols ; -Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) ; - Risques d'incendie 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; -Amélioration des revenus ; -Amélioration de la gouvernance locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet ; Risques de marginalisation des populations vulnérables ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet

5.2.2. Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociales d'atténuation
<p>Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction des salles de classe ; - Construction des magasins de stockage ; - Construction de latrines ; - Construction d'une gare routière ; - Création d'une rizière ; - Construction bloc administratif CETIC de Doumé ; - Construction salle informatique lycée de Doumé ; - Construction IAEB Doumé ; - Construction et réhabilitation de puits et de forages modernes et aménagement des sources ; - Equipement en tables-blancs 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Bon choix du site ; - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents 	<ul style="list-style-type: none"> -Participation et sensibilisation des populations ; - Sensibiliser les communautés ; -Mettre en place les Comités de gestion ; - Préparer les deux communautés (celle en déplacement et celle d'accueil) pour éviter les conflits ; - Sensibiliser les propriétaires des sites d'exploitation des projets 	<ul style="list-style-type: none"> -Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; -Contre l'insécurité : nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages ; -Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD. - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives

<p>Microprojets hydrauliques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction des puits modernes ; - Construction de forages - Aménagement des sources 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Bon choix du site ; - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents ; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles ; - Construction des rigoles et des faux puits pour les eaux usées ; - Prise en compte de l'existence des tombes et des latrines dans la réalisation des microprojets 	<ul style="list-style-type: none"> -Sensibilisation des populations -Encourager les projets HIMO ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; - Contre les risques d'intoxication à l'eau de puits et autres : former le Comité de gestion au dosage de l'eau de javel dans les puits, - Gestion des risques d'envasement et maintenance des ouvrages ; - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives ; -Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD ; - Mise en place de sous-comité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages ;
---	--	---	--	--

<p>Microprojets structurants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Refautilage des pistes rurales ; - Extension du réseau électrique 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents ; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles - Interdiction des feux de brousse ; - Installation des pare feux ; - Sensibilisation des populations à la lutte contre le braconnage ; - Installation des barrières de pluies 	<p>Sensibilisation des populations</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées) ; - Inclure la lutte contre le VIH SIDA et le braconnage dans le DAO (cahier de clauses environnementales et sociales) ; - Sensibilisation des populations ; - Contre les accidents : mettre une signalisation routière ; limiter les vitesses. - Contre les conflits : mettre en place un Comité de gestion ;
<p>Microprojets de gestion des ressources naturelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Classement de la forêt communale 	<ul style="list-style-type: none"> - Education environnementale des populations ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration de plan simples de gestion des ressources naturelles communautaires ou communales ; - Installation des pare-feu 	<p>Sensibilisation des populations</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Activer le plan de recasement des populations déplacées (indemnisation) ; - Former et mettre en place les Comités de gestion ; - Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD.

5.2.3. Plan sommaire de gestion de l'environnement

Le plan consiste simplement à préciser pour chaque mesure environnementale envisagée du programme triennal, les acteurs (arrangements institutionnels), les coûts, les périodes, et les indicateurs de suivi.

Mesures environnementale	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Recrutement d'un agent de développement local	Mairie (commission communale de passation des marchés)	2011 (mars-mai)	Conseil municipal ; PNDP		L'agent de développement local a déjà été recruté
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	PNDP	2011-2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	PM	
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local	2011-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP	2011-2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ;	PM	
Provision pour la réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires NB	PNDP, Mairie (conseil municipal)	2011-2014	Délégation MINEP ; Délégation	2 500 000	En cas de recasement, les coûts sont pris en charge par la mairie

			MINAS ; PNDP ; Conseil municipal		
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs	Agent de développement	2011-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	4 000 000	
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des Mp	Entrepreneurs		Délégation MINEP ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM (intégrer dans le coût du Mp)	

DRAFT

5.3. Plan d'investissement annuel (PIA)

Secteur	Micro projet /activités	Responsable	Partenaires	Budget total	Sources de financement				AUTRES
					Mairie	PNDP	FEICOM	BIP 2012	
hydraulique	Réhabilitation de 17 puits d'eau et forages : Mbama (05), Bayong IV (01), Ambaka (01), Paki (01), Kempong (01), Boumpial (02), Djaglassi (01), Sibita (01), Motcheboum (01), Doumé (03)	Mairie	Plan	21 000					21 000
	Construction d'un (01) forage : Bayong iv, Mampang, Djamonomine,	Etat		24 000				24 000	
	Construction d'un (01) puits: Ouama, Petit Bago, Grand Bago, Goumbégéron, Oulemendamba, Djende II, Bigotsa,	Mairie	PNDP	35 000	1 750	33 250			
Education de base	Construction 02 salles de classe EP Mampang, 02 EP Bayong V,	Etat		36 000				36 000	
	Construction bloc maternelle : EM Doumé Centre	Etat		25 000				25 000	
	Réhabilitation : 04 salles de classe EP Boumpial	Etat		18 000				18 000	
	Construction bloc latrine : EP Boumpial, EP Doumé Centre	Etat		7 000				7 000	
	Construction salles de classe : EP Ambaka (02), EP Kobila (02)	Mairie	PNDP	28 000	2 800	25 200			
	Equipement en 261 tables-bancs : EP Goumgéréron (30), EP Oulemendamba (30), EP mampang (30), EP Djende II (40), EP Bonando (40), EP Djaglassi (30), EP Doumé Bilingue (30), EP Doumé I (31)	Mairie	PNDP	3 915	365	3 550			

Secteur	Micro projet /activités	Responsable	Partenaires	Budget total	Sources de financement				AUTRES
					Mairie	PNDP	FEICOM	BIP 2012	
Enseignements secondaires	Construction de la salle d'informatique du Lycée de Doumé	Etat		18 000				18 000	
Agriculture	Création d'une rizière de 2 700 ha	Mairie	FEICOM	300 000			300 000		
Transport	Construction gare routière Doumé	Mairie	FEICOM	150 000			150 000		
TOTAL GENERAL				665 915	4 915	62 000	450 000	128 000	21 000

DRAFT

5.3.1. Ressources mobilisables et échéances

La mobilisation des ressources intègre l'identification des ressources et l'élaboration de la stratégie de mobilisation de ces ressources.

↳ L'identification des ressources mobilisables

Les différentes sources de revenus devant financer le plan d'Investissement Annuel 2012 ont été identifiées avec le concours du Maire, du représentant PNDP et le représentant du Délégué MINEPAT du Haut-Nyong. Ces ressources financières sont représentées dans le tableau ci-dessous. Les autres ressources à savoir les institutions et individus devant accompagner la Commune en tant que partie prenante à son développement ont été identifiées lors de l'élaboration des différents diagnostics et ont été analysées à travers l'outil dénommé Analyse des parties prenantes au développement de la Commune de DOUME. Citons entre autres :

N°	Sources	Montants	Echéances
01	PNDP	62 000 000	Juin 2012
02	PLAN	21 000 000	Février 2012
03	FEICOM	450 000 000	Janvier 2012
04	BIP	128 000 000	Janvier 2012

↳ La stratégie de mobilisation des ressources

Pour la mise en œuvre des actions programmées dans le CDMT et le PIA une première partie des ressources est déjà mobilisée à savoir les financements du PNDP et une partie des fonds du FEICOM qui représente un crédit d'investissement, et la quote part de la commune. Une seconde partie est en cours de mobilisation et la dernière concernant les recouvrements de l'impôt libérateur, l'intervention des Institutions, sectoriels et Elites. L'exécutif communal devra organiser la recherche des financements auprès des bailleurs et des multiples partenaires au développement de même que les partenariats qu'elle va nouer.

↳ La mobilisation de l'apport personnel dans le financement des micro-projets

Chaque village ou groupe bénéficiaire d'un projet à travers les membres de CC devra libérer sa quote part dont le pourcentage varie d'un projet à un autre. Cela devra se faire à partie du moment où l'on exprime un besoin, par organisation de la collecte autour du Comité de concertation mis en place lors des ateliers de diagnostic dans ces villages. Notons que même les ressources matérielles seront mobilisées en fonction des projets.

Chaque village ou groupe bénéficiaire s'organisera de façon à sécuriser ses ressources. Et pour ce qui est du plan de financement, il sera élaboré pour chaque requête de financement d'un projet programmé et sa mise en œuvre ne sera effective qu'après mobilisation de l'apport des bénéficiaires.

DRAFT

5.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires

Secteur	Activités principales	Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Délais				Localisations
						H	M	F	T1	T2	T3	T4	
EDUCATION DE BASE	Construction 04 salles de classe	Localisation des sites	Réunions de concertation, descentes sur les sites, choix des sites	Etat/MINEPAT	IAEB Doumé, Commune, CC Mampang et Bayong, APE	X							EP Mampang, EP de Bayong IV
		Passation du marché	Lancement des appels d'offres, choix des prestataires			X	X						
		Construction des bâtiments	Exécution des marchés, missions de contrôle			X	X	X					
		Equiperment des classes	Choix des prestataires, livraison des tables-bancs			X	X	X					
	Construction bloc maternelle	Localisation du site	Réunions de concertation, descentes sur le site, choix définitif du site	Etat/MINEPAT	IAEB Doumé, Commune, CC Doumé Centre, APE	X							EM de Doumé Centre
		Passation du marché	Lancement des appels d'offres, choix du prestataire			X	X						
		Construction des bâtiments	Exécution du marché, missions de contrôle			X	X	X					
		Equiperment du bloc	Choix des prestataires, livraison des tables-bancs et du matériel			X	X	X					
	Réhabilitation 04 salles de classes	Identification des salles	Réunions de concertation, descentes sur le site, choix définitif du site	Etat/MINEPAT	IAEB Doumé, Commune, CC Boumpial, APE	X							EP Boumpial
		Passation du marché	Lancement des appels d'offres, choix du prestataire			X	X						
		Réhabilitation	Exécution du marché, missions de contrôle			X	X	X					
	Construction de 02 blocs latrines	Localisation des sites	Réunions de concertation, descentes sur le site, choix définitif du site	Etat/MINEPAT	IAEB Doumé, Commune, CC Boumpial et Doumé centre, APE	X							EP Boumpial, EP Doumé centre
		Passation du marché	Lancement des appels d'offres, choix du prestataire			X	X						
		Construction des blocs	Exécution du marché, missions de contrôle			X	X	X					
	Construction 04 salles de classe	Localisation des sites	Réunions de concertation, descentes sur les sites, choix des sites	Commune	PNPD, IAEB Doumé,	X							EP Ambaka, EP Kobila
		Passation de marché	Lancement des appels d'offres, choix			X	X						

Secteur	Activités principales	Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Délais				Localisations	
						H	M	F	T1	T2	T3	T4		
			des prestataires		Commune, CC Ambaka et Kobila, APE									
		Construction des bâtiments	Exécution des marchés, missions de contrôle			X	X	X						
		Equipement des classes	Choix des prestataires, livraison des tables-bancs			X	X	X						
	Equipement en 261 tables-bancs	Identification des écoles	Réunions de concertation, descentes sur les sites, choix des sites	Commune	PNDP, IAEB Doumé, Commune, CC, APE	X								EP Goumgéron (30), EP Oulemendamba (30), EP mampang (30), EP Djende II (40), EP Bonando (40), EP Djaglassi (30), EP Doumé Bilingue (30), EP Doumé I (31)
Passation du marché		Lancement des appels d'offres, choix des prestataires	X			X	X							
Enseignement secondaire	Construction 01 salle informatique	Construction de la salle	Réunions de concertation, descentes sur les sites, choix des sites	Etat	DPES Haut-Nyong	X							Lycée de Doumé	
		Equipement de la salle	Lancement des appels d'offres, choix des prestataires, livraison du matériel			X	X	X						
HYDRAULIQUE	Réhabilitation de 17 puits et forages	Identification des points d'eau endommagés	Réunions de concertation, descentes sur les sites, choix des sites	Commune	PLAN Cameroun, CC	X							Mbama (05), Bayong IV (01), Ambaka (01), Paki (01), Kempong (01), Boumpial (02), Djaglassi (01), Sibita (01), Motcheboun (01), Doumé (03)	
		Passation du marché	Lancement des appels d'offres, choix des prestataires			X	X	X						
		Réhabilitation	Réhabilitation des points d'eau			X	X	X						
	Construction de 03 forages	Identification des sites	Réunions de concertation, descentes sur les sites, choix des sites	Commune	PNDP, CC	X							Bayong IV, Mampang, Djamonome,	
		Passation du marché	Lancement des appels d'offres, choix des prestataires			X	X	X						
		Construction forages	Construction des forages			X	X	X						
	Construction de	Identification des sites	Réunions de concertation, descentes	Etat	Commune,	X							Ouama, Petit Bago,	

Secteur	Activités principales	Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources			Délais				Localisations
						H	M	F	T1	T2	T3	T4	
	07 puits		sur les sites, choix des sites		CC								Grand Bago, Goumbégéron, Oulemendamba
		Passation du marché	- Lancement des appels d'offres, choix des prestataires			X	X	X					
		Construction puits	Construction des puits			X	X	X					
TRANSPORT	Construction gare routière	Localisation du site	Réunions de concertation, descentes sur le site, choix définitif du site	Commune	FEICOM	X							Doumé
		Passation du marché	Lancement des appels d'offres, choix du prestataire			X	X	X					
		Construction des bâtiments	Exécution du marché, missions de contrôle			X	X	X					
		Attribution des boutiques et des places	Choix des bénéficiaires			X	X	X					
AGRICULTURE	Aménagement de 2 700 ha de rizière	Localisation des sites	Réunions de concertation, descentes sur le site, choix définitif des sites	Commune	FEICOM	X							Doumé
		Recrutement des agriculteurs	Lancement d'avis de recrutement, sélection des candidats			X	X						
		Début des travaux	Semences, entretien			X	X	X					
		Récolte et commercialisation	Recherche de débouchés			X	X	X					

5.3.3 Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Les populations vulnérables qu'on retrouve dans l'espace urbain communal de Doumé se recrutent dans leur immense majorité dans les villages Baka : Bigotsa avec 250 habitants et Bonando qui compte 199 âmes, soit un total de 449 pygmées. En dehors de ces deux villages clairement identifiés par le PNDP, un troisième campement se trouve à Mbala. Il faut tout d'abord relever que ces populations pygmées sont, du fait de la proximité géographique et humaine avec les populations bantoues, se brassent de plus en plus et s'interpénètrent. Bigotsa est considéré comme un hameau du village Bayong et Bonando (Petit Bonando) appartient au village Bonando.

La première action à mener est de prendre en compte les 02 villages baka comme bénéficiaire des fonds du PNDP (25 000 000 FCFA). En effet, ces 02 villages ont été simplement « oubliés » dans le décompte des villages baka bénéficiaires de ces fonds qui servent entre autre à traiter des problèmes spécifiques à ces peuples. La commune de Doumé a déjà déployé d'incommensurables énergies pour assurer l'épanouissement de ses populations baka telles l'enregistrement ou l'établissement des actes d'état civil, la construction de certaines infrastructures sociales etc.

Dès lors pour ce qui est du PIA 2012, Bigotsa sera doté d'un puits aménagé sur fonds PNDP et l'offre en équipement sera augmentée à Bonando avec la dotation de 40 tables-bancs. En outre, dans le CDMT et particulièrement dans sa troisième année, soit 2014, il est prévu dans le BIP la construction de 02 salles de classes et d'un bloc latrine à l'EP de Bonando pour un montant de 12,5 millions de FCFA.

L'accent devra surtout être mis sur la gestion des infrastructures qui seront construites dans la mesure où, à l'heure actuelle, des conflits subsistent par exemple à Bigotsa sur le puits d'eau. Les populations bantoues gèrent ce puits d'une façon unilatérale sans tenir compte des baka qui résident sur le site, ce qui est une source permanente de discorde et d'incompréhension entre baka et bantous.

Pour le cas des autres couches vulnérables (handicapés, vieillards et enfants de la rue), seuls les efforts engagés par la commune peuvent être encouragés. Les actions en faveur des orphelins et des handicapés pourraient être appuyés, tout comme les subventions et appuis aux AGR, aussi bien par des bailleurs ou par des élites.

6. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

↳ Description du mécanisme de suivi du PCD

Dans le contexte de la promotion de l'auto- développement au sein de la commune de DOUME, il a été mis sur pied, au terme du processus d'élaboration du Plan Communal de Développement le comité chargé de veiller et de conduire la mise en oeuvre du plan existant. Outils de suivi évaluation participatif

Le comité de suivi de la commune de DOUME a programmé tenir une réunion mensuelle à l'issu duquel un rapport est rédigé et mis à la disposition de l'exécutif municipal et de l'ensemble des conseillers. Au cours de ces rencontres, le CS sera chargé de stimuler la mobilisation des fonds et l'implication de toutes les couches sociales.

6.1. Composition et attributions du comité de suivi évaluation du PCD

↳ Composition

Ce comité est composé de 06 membres dont :

- Un président ;
- Un Secrétaire général
- 04 membres

↳ Attributions

Le comité de Suivi a pour mission principale d'assurer la coordination et la gestion des activités à réaliser au sein du village, et la liaison entre la communauté et les institutions de développement. Pour ce faire, il a pour rôle :

- 1- Mobiliser les ressources internes et externes ;
- 2- Assurer la transparence dans l'utilisation des ressources (présenter les états de gestion à l'assemblée villageoise ;
- 3- Assurer la bonne exécution des actions contenues dans le plan de développement ;
- 4- Coordonner les différentes contributions pour plus d'efficacité ;
- 5- Suivre l'exécution des projets ;
- 6- Evaluer les projets en fin d'exécution ;
- 7- Sensibiliser les populations sur les enjeux de la décentralisation ;
- 8- Sensibiliser les populations pour leur apport personnel (financière, matérielle et humaine) aux actions communautaires du village;
- 9- Favoriser les synergies dans les actions de développement.

☞ **Critères d'éligibilité des membres des membres du comité de concertation**

- 1- Etre disponible ;
- 2- Etre honnête ;
- 3- Avoir le souci de l'intérêt général ;
- 4- Avoir un contact facile ;
- 5- Tenir compte des différentes catégories socioprofessionnelles du village ;
- 6- Avoir participé à l'assemblée générale du processus d'élaboration du PCD

☞ **Rôle des autres parties prenantes dans le suivi du PCD**

Les sectoriels (Responsables sectoriels dans les domaines concernés) ; ils doivent :

- S'impliquer dans l'appréciation des données de base et des résultats du diagnostic pendant le processus ;
- Signer du formulaire des aspects socio environnementaux ;
- Donner un avis de conformité.

La CNC [Cadre de la Cellule Régionale du Programme, Comité de lecture (CRP, sectoriel, personne ressource, maire concerné, consultant)] ; ils doivent:

- Examiner des documents contenant les observations et les recommandations ;
- Transmettre un procès verbal au consultant.

Le COMES (Membres du COMES, le consultant, le PNDP comme observateur) ; ils doivent se constituer en sous-comités d'analyse pour examiner les documents.

☞ **Tableau de suivi évaluation**

Le tableau de suivi évaluation a été présenté à la communauté afin de lui expliquer les méthodes de suivi de la mise en œuvre du microprojet communautaire.

Le tableau présente pour chaque activité planifiée ce qui a effectivement été réalisé par rapport à ce qui a été prévu, les résultats atteints par rapport à ceux prévus, l'explication des écarts et les actions à mener.

Tableau: Tableau de suivi évaluation du PCD

Activités planifiées	Période		Résultat		Explication des écarts	Actions à mener
	Prévue	Réalisée	Prévu	Réalisé		

☞ Liste nominative des membres du comité de suivi du PCD

Une fois les modalités pratiques relatives aux nominations lues par l'équipe pluridisciplinaire et approuvées par l'assemblée générale, le maire a procédé à la lecture de la liste des membres du Comité de suivi du PCD de DOUME dont les noms suivent :

- ✓ 1. M. AWOUALA BALADA Marinus
- ✓ 2.
- ✓ 3.
- ✓ 4.
- ✓ 5.
- ✓ 6.

6.2. Indicateurs de suivi évaluation

6.2.1. Le suivi

Comme dans tout mécanisme de suivi, on retiendra :

Le Suivi opérationnel : il couvre de façon exhaustive les différentes activités liées à la matérialisation des microprojets : identification, évaluation, réalisation et exploitation. Il revêt quatre formes : socio-organisationnelle, technique, financière et administrative.

Le Suivi socio-organisationnel : celui-ci concerne la participation des bénéficiaires à la conception et l'appropriation des microprojets retenus pour la commune (construction de logements sociaux, construction de forages, réhabilitation de puits, extension du réseau électrique, réhabilitation de ponts). Il s'étend de la réception des requêtes à la réalisation, en passant par l'identification et l'évaluation des microprojets.

Le suivi technique : il concerne l'exécution des projets (supervision des travaux) et le suivi des indicateurs de réalisation.

Le suivi financier : il concerne l'ensemble des paiements et contribution financière pour les microprojets : les apports des bénéficiaires, les débloques de fonds en faveur de la commune, les paiements des prestataires.

Le suivi administratif : il s'intéresse par contre à la gestion des conventions de financement entre la commune et les bailleurs tant sur le respect des procédures que sur l'utilisation des fonds. Il sert également à gérer les conventions de maîtrise d'œuvre et les contrats des marchés pour les microprojets réalisés en maîtrise d'ouvrage délégué. Il s'intéresse

essentiellement à la gestion des contrats depuis la passation de marchés (consultation ou appel d'offres) jusqu'à la clôture des contrats avec les prestataires.

Le Suivi structurel : ce derniers'appuie sur le plan d'investissement annuel (PIA) et a pour objet de suivre l'exécution technique et financière de façon périodique. Il consiste à mesurer la réalisation des objectifs annuels, notamment en terme :

- d'indicateurs de réalisation : nombre de microprojets réalisés, nombre de contrats de marchés signés, les extrants (nombre de forages construits, nombre de logements construits, longueur de pistes ouvertes, etc. ...) ;

- de niveau de décaissements mobilisés (pour les microprojets et les charges récurrentes ;

- de ratio de charges récurrentes ou ratio de performance financière : critère d'efficience.

Le suivi plan d'investissement annuel (PIA) ne se limite pas seulement à la comptabilisation des réalisations, mais il est surtout utile à l'analyse des écarts de réalisation afin de prendre les mesures correctives, et au besoin à rectifier le plan en cours. Il sert également à tirer des leçons et expériences pour améliorer les activités futures de programmation.

6.2.2. L'évaluation

L'évaluation se fera à posteriori et portera essentiellement sur :

- o la réalisation des projets et leur degré de conformité au programme de travail établi ;
- o l'effet et l'impact des projets sur les plans économique, social et environnemental ;
- o le développement institutionnel, notamment la participation des bénéficiaires après la réalisation du microprojet (gestion, appropriation et pérennisation).

L'évaluation systématique du PIA sera réalisée annuellement et au moins douze mois après la réception provisoire des microprojets (délai raisonnable pour que les effets et l'impact commencent à se réaliser). Elle est composée de l'évaluation par les bénéficiaires et l'étude d'impact.

L'évaluation par les bénéficiaires consiste à collecter et apprécier les avis et suggestions des bénéficiaires et des partenaires sur les activités du PCD déclinées PIA chaque année, la stratégie d'intervention de la commune et l'impact des microprojets, d'un point de vue surtout qualitatif.

L'étude d'impact consiste à mesurer les effets et à apprécier les retombées des microprojets sur les bénéficiaires, surtout d'un point de vue quantitatif. Il s'agit d'évaluer les changements socio-économiques au niveau des conditions de vie des bénéficiaires et leur capacité à l'auto-développement (responsabilisation des bénéficiaires tant pour la gestion que pour la pérennisation des microprojets).

6.2.3. Les Outils

Généralement, l'outil informatique tient une place prépondérante dans le système de suivi-évaluation. A cet effet, un logiciel de système d'information doit être installé au sein de l'exécutif communal pour le traitement et la production des informations.

☞ Le plan d'investissement annuel (PIA)

Le plan d'investissement annuel détermine les objectifs globaux en se référant aux résultats de l'année en cours. Les objectifs qualitatifs et quantitatifs sont définis en termes d'activités, de ressources à mettre en œuvre, et de résultats escomptés.

☞ La Fiche d'indicateurs

La fiche d'indicateur est à la fois une fiche descriptive (qualitative et quantitative) et de suivi des indicateurs de réalisation, d'impact et de viabilité du PCD et/ou PIA. La liste des indicateurs évoqués plus haut est un exemple de fiche d'indicateurs.

☞ Les rapports d'activités

Les rapports d'activités, périodiques et/ou spécifiques, constituent l'un des outils majeurs du système de Suivi-Evaluation dans la mesure où ils sont la principale source d'informations pour le suivi des activités. Les différents rapports se présentent sous forme de tableaux suivis de commentaires expliquant les écarts de réalisation, les problèmes rencontrés et les solutions ou mesures de correction adoptées.

☞ Les tableaux de bord

Les tableaux de bord contiennent les informations sur les réalisations période par période au regard des objectifs fixés : réalisation et exécution de projet, indicateurs de réalisation, niveau de décaissement. Ils permettent donc d'ajuster et de rectifier le programme en temps opportun. Ils peuvent se présenter sous deux formes :

☞ Le tableau de planification stratégique

N°	Activités	Produits / Indicateurs	Responsables (non diluées)	Périodes			Ressources			Observations ou source de financement
				A1	A2	A3	H	M	F	

Le tableau de planification opérationnelle

N°	Activités	Tâches	Responsable	Partenaires	Ressources/moyens (coût estimatif)			Délai	Observations
					Hum.	Mat.	Fin.		

6.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting

Une fois le comité de suivi du PCD mis sur pied et le PCD mis à la disposition de la mairie, il s'agira de mettre sur pied un calendrier consensuel de suivi des travaux en cours de réalisation et à réaliser de même que la fréquence des réunions et de rapportage. Ceci ne sera effectif que le comité de pilotage est doté d'outils adéquats pour réaliser ses différentes missions. Tous les membres sont responsables du suivi des travaux à réaliser ceci avec l'appui inconditionnel des populations bénéficiaires des ouvrages ou des microprojets. Il est donc question d'organiser une rencontre mensuel d'évaluation antérieur, à mis parcours, ou postérieur des microprojets à réaliser ou en cours de réalisation. Les rapports d'activité sont mensuels, trimestriel puis annuels avant chaque tenue de conseil municipal.

6.3.1. Fréquence du reporting

Afin de permettre de déceler les goulots d'étranglement et d'y remédier, il convient de désigner les responsables des différents flux d'information, de fixer la fréquence et les délais de communication en faisant par exemple recours à certains outils tels que les rapports d'activités (trimestriels, semestriels ou annuels).

6.3.2. Rapports d'activités trimestriels

La sous-commission des infrastructures soumet des rapports d'activités trimestriels au comité de suivi de la mise en œuvre du PCD ou comité de pilotage, au plus tard dix jours après la fin du dernier mois du trimestre considéré.

Les communautés bénéficiaires (comités locaux de gestion des microprojets) doivent fournir à la sous-commission des infrastructures des rapports d'avancement dans lesquels seront mentionnées les activités de suivi opérationnel qu'elles ont effectuées. Ces rapports doivent parvenir aux sous-commissions des infrastructures au plus tard dix jours après la fin du mois

considéré. A la réception provisoire du projet, elles ont l'obligation de soumettre un rapport d'exécution institutionnelle, technique et financière. Le Maître d'œuvre (Bureau d'Etudes ou Consultant Individuel) doit les assister dans la production de ces rapports.

Les prestataires ont l'obligation de produire des rapports d'activités trimestriels à la sous-commission des infrastructures. Un rapport final est obligatoire à la fin du chantier.

Il en est de même pour les autres prestataires responsables de l'encadrement et du renforcement institutionnel des communautés bénéficiaires. Une fois le projet réalisé, ces partenaires doivent aussi fournir un rapport final.

6.3.4. Rapports d'activités semestriel et annuel

Le comité de suivi de la mise en œuvre du PCD (comité de pilotage) produit et soumet des rapports d'activités semestriels et annuels au Conseil municipal et aux bailleurs de fonds de la commune, au plus tard trente jours après la fin de la période considérée.

Les rapports du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD sont des rapports de synthèse pour une période déterminée (trimestre ou année) qui consolident les informations contenues dans les rapports trimestriels des sous-commissions des infrastructures, notamment l'exécution du programme d'investissement annuel.

Les rapports trimestriels sous-commission des infrastructures, et les rapports semestriels et annuels du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD constituent les outils de suivi de l'exécution du PCD et de l'avancement des activités.

6.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

Le Plan d'Investissement Annuel qui devient désormais l'outil incontournable à la réalisation des microprojets contenus dans le PCD se doit d'être pris avec beaucoup de minutie. Pour ce fait il est préparé à partir des besoins effectivement recensés dans les différents villages et à l'institution communal. Le comité de suivi du PCD a la lourde responsabilité avec l'ensemble de l'exécutif et des conseillers de rédiger le PIA à partir des microprojets contenus dans le Cadre de Dépense à moyen Terme et dans le PCD ainsi que la liste des besoins en formation et le PUGT. Il s'agit de procéder à un glissement des microprojets contenu dans le PCD. Des microprojets structurants et générateurs de revenus peuvent s'intégrer en cas de fond disponibles. Ceci dépend du dynamisme et de la capacité des acteurs à rechercher des financements. Les ressources issues de la décentralisation doivent aussi être prises en compte dans le PIA. Pour ce faire le comité de suivi doit travailler en étroite collaboration avec l'ensemble des sectoriels mais surtout avec le Délégué du MINEPAT.

La révision du PCD quant à elle est un processus qui se fait par l'ensemble des acteurs (exécutif municipal, Comité de Suivi, Conseil Communal, Sectoriels). Il s'agira à partir des projets déjà réalisés d'actualiser le PCD en fonction des besoins des populations et des ressources mobilisables pour la réalisation de ces microprojets.

6.5. Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD

Pour ce qui est de la communication, les activités à mener doivent permettre la circulation de l'information entre les parties prenantes et les populations à la base une meilleure lisibilité des différentes interventions.

Les différents outils de communication ci-après seront utilisés il s'agit de :

- ❖ Les rapports d'activité et les rapports financiers mensuels, trimestriels, semestriels et annuels du comité de suivi du PCD;
- ❖ Les rapports des chefs de village et des comités de concertation chargés de suivre les activités à la base ;

Il s'agira aussi dans ce cadre de mettre à contribution les éléments de communication de masse à savoir les mass média publics et privés (presse écrites audio et vidéo) de même que les organes de presse écrites. Un journal local pourra à travers les témoignages recueillis, les images et autres éléments de visibilité renseigner les populations sur l'état d'avancement des travaux.

S'agissant particulièrement de l'appropriation du Plan de développement communal, elle entend :

- Organiser une réunion de restitution aux élites de la localité et aux acteurs au développement ;
- Organiser une réunion de restitution aux chefs de villages et des Comité de Concertation niveau village ;
- Mettre à la disposition de chaque village un Plan Communal de Développement ;
- Editer un bulletin de communication de la Commune pour susciter une saine émulation au sein des communautés à travers la publication des réalisations des unes et des autres ;

Objectif	Activités	Délais	Coûts(en milliers)	Observations
A l'horizon 2015, les populations de DOUME sont mieux informées sur tous les aspects concernant leur développement	Organiser une réunion de restitution aux chefs de villages et des Comité de Concertation niveau village ;	Décembre 2011	3 000	24 chefs de villages et 24 présidents des comités de concertation
	Mettre à la disposition de chacun de village un Plan Communal de Développement ;	Décembre 2011	530	1 Plan par village à raison de 10 000 Fcfa
	Editer un bulletin de communication de la Commune pour susciter une saine émulation au sein des communautés à travers la publication des réalisations des unes et des autres	Continue	500	200 Fcfa l'exemplaire
	Actualiser le site internet de la commune	Mars 2012	500	
Total			4 530	

CONCLUSION

Au demeurant, L'élaboration du Plan Communal de Développement de DOUME a été faite suivant la démarche participative consignée dans le **Guide méthodologique de planification régionale et locale (1^{ère} édition octobre 2009)** et s'est déroulé avec la participation de toutes les parties prenantes au développement ; à savoir : les populations à la base, les autorités administratives (sectoriels), religieuses, traditionnelles et politiques. Désormais document de base de toute prise de décision pour la commune, le Plan Communal de Développement de la Commune de DOUME s'est voulu concis et concret. A l'issu du processus et après analyses des données collectées sur le terrain, il ressort que la commune de DOUME regorge d'énormes potentialités qui seraient susceptibles de booster de manière significative son développement. Développement qui passe par l'amélioration substantielle de l'offre en infrastructures de développement de base, le développement d'une économie local renforcée, la résorbassions du chômage. L'institution communale quant à elle doit connaitre une amélioration tant au niveau de la gestion des ressources tant humaines, financières que patrimoniales. La gestion des relations internes et externes doit aussi connaitre des améliorations afin de hisser la commune à la hauteur de sa vision et de son projet de développement.

Malgré de nombreux problèmes recensés lors des différents diagnostics tels que l'insuffisance de la couverture électrique, la difficulté d'accès à l'eau potable, l'insuffisance d'une couverture en offre de santé appropriée, le problème de la circulation des personnes et des biens, des solutions efficaces et durables ont été proposées lors de l'atelier du PCD. Les potentielles sources de financement du plan d'Investissement annuel 2012, sur la base des ressources effectivement mobilisables faite par le Maire, promettent un avenir meilleur si toutes les parties prenantes au développement de la commune s'engagent chacune en ce qui la concerne à la mise en œuvre de son potentiel.

Pour une mise en œuvre objective de ce plan, un comité chargé de piloter le PCD a été mis en place par arrêté municipal. Il sera accompagné techniquement par des sectoriels et s'efforcera de produire les résultats escomptés. Ces résultats ne pourront être atteints que si ce Comité arrive à mobiliser les ressources internes et externes, par la définition des programmes de recherche des financements intégrant toutes l'élite de la Commune, pour un Développement Intégral de l'Homme.

BIBLIOGRAPHIE :

- Objectifs du Millénaire pour le Développement ;
- Document de Stratégie pour la Croissance et l'emploi ;
- Guide méthodologique de planification régionale et locale (1^{ère} édition octobre 2009)
- Rapport consolidé des données des diagnostics de la Commune de DOUME (octobre 2011) ;
- Rapport du Diagnostic Institutionnel Communal de la Commune de DOUME (octobre 2011) ;
- Comptes administratifs de la commune de DOUME (2008-2009-2010)

PROJET

ANNEXES

DRAFT

Annexe 1 : Fiches de projets du PIA

FICHE DE PROJET N°1

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Doumé		
Département	Haut-Nyong		
Région	Est		
Titre du Projet	Réhabilitation de 17 puits d'eau et forages		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			0
Contribution sur budget de l'Etat			0
Autres co-financements confirmés			21 000 000
Montant sollicité			0
Total			21 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET		
Groupes cible bénéficiaires	Mbama (05), Bayong IV (01), Ambaka (01), Paki (01), Kempong (01), Boumpial (02), Djaglassi (01), Sibita (01), Motcheboum (01), Doumé (03)		
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'eau potable		
Objectifs globaux	Faciliter l'accès à l'eau potable		
Objectifs spécifiques	Réduire les maladies hydriques		
Résultats attendus	Augmentation du nombre de points d'eau potable		
Activités	Réhabilitation des points d'eau		

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD	Doter la commune d'infrastructures hydrauliques fonctionnelles		
Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre en eau des populations de la commune		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
Autres à préciser			

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N°2

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Doumé		
Département	Haut-Nyong		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction de 03 forages		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	0	
Contribution sur budget de l'Etat	24 000 000	
Autres co-financements confirmés	0	
Montant sollicité	0	
Total	24 000 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	Bayong, Mampang, Djamonimine	
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'eau potable	
Objectifs globaux	Faciliter l'accès à l'eau potable	
Objectifs spécifiques	Réduire les maladies hydriques	
Résultats attendus	Augmentation du nombre de points d'eau potable	
Activités	Construction des points d'eau	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Doter la commune d'infrastructures hydrauliques fonctionnelles	
Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre en eau et des populations de la commune	
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N°3

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Doumé		
Département	Haut-Nyong		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction de 07 puits		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	1 750 000	
Contribution sur budget de l'Etat	0	
Autres co-financements confirmés	33 250 000	
Montant sollicité	0	
Total	35 000 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	Ouama, Petit Bago, Grand Bago, Goumbégéron, Oulemendamba, Djende II, Bigotsa,	
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'eau potable	
Objectifs globaux	Faciliter l'accès à l'eau potable	
Objectifs spécifiques	Réduire les maladies hydriques	
Résultats attendus	Augmentation du nombre de points d'eau potable	
Activités	Réhabilitation des points d'eau	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Doter la commune d'infrastructures hydrauliques fonctionnelles	
Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre en eau des populations de la commune	
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N°4

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Doumé		
Département	Haut-Nyong		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction de salles de classe et bloc maternelle		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	2 800 000	
Contribution sur budget de l'Etat	61 000 000	
Autres co-financements confirmés	25 200 000	
Montant sollicité	0	
Total	89 000 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	Ecoles publiques de Mampang, Bayong IV, Ambaka, Kobila et école maternelle de Doumé-centre	
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	
Objectifs globaux	Faciliter l'accès à l'éducation de base	
Objectifs spécifiques	Augmenter quantitativement le nombre d'infrastructures scolaires de la commune	
Résultats attendus	Augmentation du taux de scolarisation des jeunes	
Activités	Réhabilitation des points d'eau	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Doter la commune d'infrastructures scolaires primaires et maternelles équipées en matériel didactique;	
Stratégie sectorielle	Faciliter l'accès de tous les jeunes en âge scolaire à une éducation de base de qualité	
Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation de base	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N°5

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Doumé		
Département	Haut-Nyong		
Région	Est		
Titre du Projet	Réhabilitation salles de classe		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés		Montants
Contribution sur budget Communal		0
Contribution sur budget de l'Etat		18 000 000
Autres co-financements confirmés		0
Montant sollicité		0
Total		18 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	Ecole publique de Boumpial	
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	
Objectifs globaux	Faciliter l'accès à l'éducation de base	
Objectifs spécifiques	Augmenter quantitativement le nombre d'infrastructures scolaires de la commune	
Résultats attendus	Augmentation du taux de scolarisation des jeunes	
Activités	Réhabilitation des points d'eau	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Doter la commune d'infrastructures scolaires primaires et maternelles équipées en matériel didactique;	
Stratégie sectorielle	Faciliter l'accès de tous les jeunes en âge scolaire à une éducation de base de qualité	
Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation de base	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N°6

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	

2 INFORMATIONS SUR LE PROJET	
Nom de la Commune bénéficiaire	Doumé
Département	Haut-Nyong
Région	Est
Titre du Projet	Construction de blocs latrines

3 Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants
Contribution sur budget Communal	0
Contribution sur budget de l'Etat	7 000 000
Autres co-financements confirmés	0
Montant sollicité	0
Total	7 000 000

4 OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	Ecoles publiques de Boumpial et Doumé.
Problèmes à résoudre	Insalubrité en milieu scolaire
Objectifs globaux	Rendre le milieu scolaire salubre
Objectifs spécifiques	Augmenter quantitativement le nombre de toilettes modernes
Résultats attendus	Augmentation du taux de salubrité des établissements scolaires
Activités	Construction des toilettes

5 LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description
PCD	Doter les infrastructures scolaires primaires et maternelles en toilettes
Stratégie sectorielle	Augmenter l'offre en infrastructures d'hygiène et de salubrité
Politique nationale (DSCE)	Améliorer les conditions d'hygiène et de salubrité en milieu scolaire
Autres à préciser	

6 COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	

FICHE DE PROJET N°7

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Doumé		
Département	Haut-Nyong		
Région	Est		
Titre du Projet	Equipement en tables-bancs		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	365 000	
Contribution sur budget de l'Etat	3 550 000	
Autres co-financements confirmés	0	
Montant sollicité	0	
Total	3 915 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	EP Goumgéron (30), EP Oulemendamba (30), EP mampang (30), EP Djende II (40), EP Bonando (40), EP Djaglassi (30), EP Doumé Bilingue (30), EP Doumé I (31)	
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	
Objectifs globaux	Faciliter l'accès à l'éducation de base	
Objectifs spécifiques	Augmenter quantitativement les équipements dans les infrastructures scolaires de la commune	
Résultats attendus	Augmentation du nombre de places assises	
Activités	Equiper les écoles en tables-bancs	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Doter la commune les infrastructures scolaires primaires et maternelles équipées en équipement	
Stratégie sectorielle	Faciliter l'accès de tous les jeunes en âge scolaire à une éducation de base de qualité	
Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation de base	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
Construction des salles de classe	PNDP, BIP		X	

FICHE DE PROJET N°8

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Doumé		
Département	Haut-Nyong		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction de la gare routière		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			0
Contribution sur budget de l'Etat			0
Autres co-financements confirmés			150 000 000
Montant sollicité			0
Total			150 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET		
Groupes cible bénéficiaires	Doumé		
Problèmes à résoudre	Difficulté de déplacement des personnes et des biens		
Objectifs globaux	Faciliter le déplacement des personnes et des biens		
Objectifs spécifiques	Réduire le coût des transports		
Résultats attendus	Coût du transport amoindri et augmentation du nombre de véhicules de transport en commun		
Activités	Construire la gare routière, le marché annexe et les toilettes publiques		

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD	Augmenter la parc automobile de la commune		
Stratégie sectorielle	Augmentation de la capacité d'accueil de la commune en termes de moyens de transports ;		
Politique nationale (DSCE)	Faciliter la circulation des biens et des personnes		
Autres à préciser			

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
Aménagement des toilettes publiques	Commune		X	

FICHE DE PROJET N°9

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	12	2011	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Doumé		
Département	Haut-Nyong		
Région	Est		
Titre du Projet	Création d'une rizière		

3	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Libellés	Montants	
Contribution sur budget Communal	0	
Contribution sur budget de l'Etat	0	
Autres co-financements confirmés	300 000 000	
Montant sollicité	0	
Total	300 000 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	Doumé	
Problèmes à résoudre	Faible productivité agricole	
Objectifs globaux	Augmenter la production de riz de la commune	
Objectifs spécifiques	Exploiter les zones marécageuses de la commune	
Résultats attendus	Production rizicole en nette augmentation	
Activités	Irrigation, création d'unités de décorticage,	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD	Faire de la commune un pôle de production rizicole	
Stratégie sectorielle	Augmentation du taux de production de la commune	
Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'alimentation des populations par une production locale des denrées de première nécessité	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		